



Appréciation du Café CAUS: rendez-vous manqué? Page 8

(Photo: Christine Chamberland)



SUIVEZ-NOUS SUR LES MÉDIAS SOCIAUX!

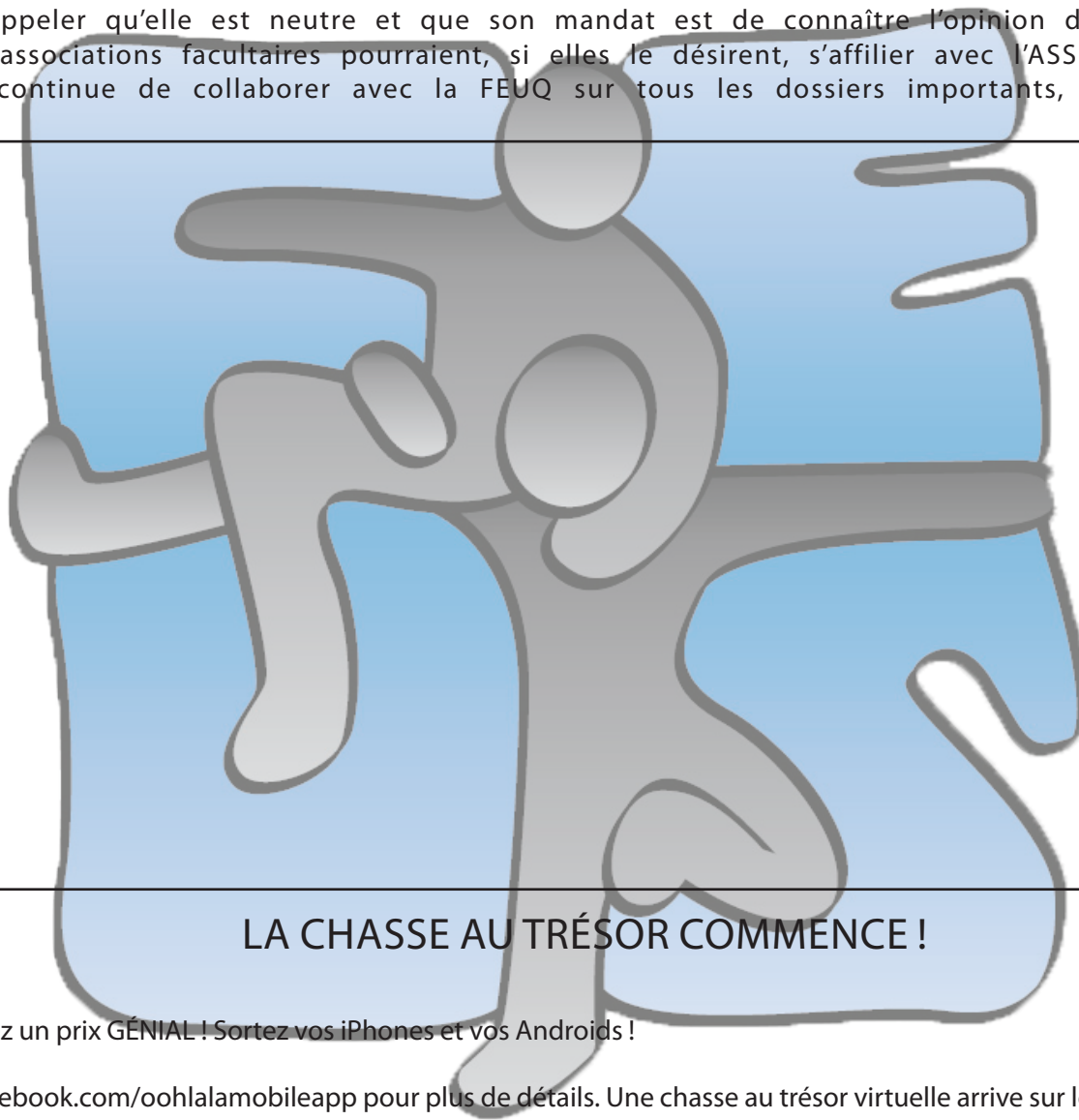


RÉFÉRENDUM SUR LA RECONSIDÉRATION D’AFFILIATION À LA FEUQ

Du 25 au 28 mars prochain, lors d’un référendum, la population étudiante du premier cycle sera appelée à voter sur la question suivante: «Acceptez-vous que votre association, la FEUS, demeure membre de la FEUQ, et continue de percevoir la cotisation de 2,50 \$ exigible par celle-ci?». Ce vote sera précédé d’une campagne référendaire de deux semaines durant laquelle les deux camps tenteront de mobiliser les étudiants à leur cause. La FEUQ sera probablement active sur le campus dans les prochaines semaines puisqu’elle voudra garder les 14 000 membres de la FEUS.

La campagne et le vote seront supervisés par un comité référendaire. Selon la politique référendaire de la FEUQ, ce comité devra être formé de quatre personnes: deux membres de la FEUS (Jean-Christophe Racette, vice-président aux affaires externes et Marie-Laurence Lefebvre, vice-présidente aux affaires pédagogiques) ainsi que deux représentants de la FEUQ. La FEUS a demandé à la FEUQ la présence d’une cinquième personne pour aider à régler les conflits qui pourraient survenir. Ce point est toujours en litige, mais la décision finale devrait se prendre la semaine prochaine.

La FEUS tient à vous rappeler qu’elle est neutre et que son mandat est de connaître l’opinion de ses membres. Dans le cas d’une désaffiliation, les associations facultaires pourraient, si elles le désirent, s’affilier avec l’ASSÉ ou la TaCEQ par exemple. En attendant, la FEUS continue de collaborer avec la FEUQ sur tous les dossiers importants, dont, bien sûr, le Sommet.



LA CHASSE AU TRÉSOR COMMENCE !

Trouvez-le, gardez-le et gagnez un prix GÉNIAL ! Sortez vos iPhones et vos Androids !

Visitez la page <http://www.facebook.com/oohlalamobileapp> pour plus de détails. Une chasse au trésor virtuelle arrive sur le campus ce semestre!

Comment jouer: Téléchargez l’application « OOH LALA » sur votre iPhone ou votre Android ou visitez l’option « Télécharger maintenant » sur notre page Facebook.

- 1^{re} étape : Localiser le trésor en utilisant l’application sur votre téléphone intelligent
- 2^{eme} étape : Lorsque vous êtes à une distance de moins de 50 mètres du trésor, prenez-le!
- 3^{eme} étape : Enfuyez-vous!

N’importe quel autre joueur peut voler le trésor s’il est à moins de 50 mètres de vous. La personne qui détient le trésor à la fin du jeu gagne le prix.

Prix (à déterminer): Un prix sera remis à l’étudiant qui aura eu la possession du trésor pendant la plus longue période de temps. Un autre prix pour l’étudiant qui détient le trésor mercredi le 13 mars à 15h (à la fin du jeu) et pour l’étudiant qui le détient le 14 mars à 16h.

Pour plus de détails, visitez la page Facebook : www.facebook.com/oohlalamobileapp

Ou envoyez un message à info@gotoohlala.com ou à relations-communications@feus.qc.ca

LES CINQ QUESTIONS DU SOMMET

Les 25 et 26 février seront dates d'examen pour Pierre Duchesne, le ministre de l'Enseignement supérieur. Voilà cinq questions auxquelles lui, et les autres intervenants, auront intérêt à répondre lors du Sommet – sinon quoi il s'agira d'un gros rendez-vous manqué.



Kéven Breton

Ne minimisons pas l'importance que prend ce Sommet sur l'Éducation: plusieurs le qualifient de supercherie, de simple exercice de relation publique, de poudre aux yeux. Il est l'aboutissement d'une des grèves les plus marquantes de l'histoire du Québec; il est la promesse d'un parti de faire taire la grogne étudiante et populaire. Il a été préparé scrupuleusement, pensons aux invitations qui ont été lancées à tous les grands acteurs de cette crise, et aux quatre rencontres préparatoires. Il a coûté de l'argent. À quand remonte la dernière fois où le Québec a démontré une pareille volonté de remettre en question son système d'Éducation; de le réarranger, voire, de le repenser? La réponse: ça date des années 1960, alors que le rapport Parent, véritable petite bible de l'enseignement, émane d'une longue commission chargée d'étudier en profondeur la question. Il s'agit donc d'un Sommet qui se doit d'apporter des réponses, des pistes de solutions, pour rebâtir un système défaillant et qui ne fait visiblement pas l'unanimité. Hormis quoi, il n'aura été qu'un gros rendez-vous raté. Et contrairement aux cours qu'on échoue, pas moyen de le reprendre la session prochaine. Voilà cinq questions qui demandent des réponses.

Le droit de grève aux étudiants
D'un point de vue juridique, les étudiants ne profitent pas d'un réel droit de grève. Comme M. Charest

le faisait remarquer avec un tel discernement, il s'agit plutôt d'un «boycott», en tous cas au sens grammatical du terme. Mais les étudiants ont acquis ce droit, par convention, au fil des années, et surtout de leurs acquis. La première grève étudiante remonte au Moyen-Âge, en 1229 pour être plus précis et est devenue le levier principal dont dispose les étudiants pour se faire entendre. Un phénomène profondément ancré, qui mène inévitablement à la question: devons-nous reconnaître officiellement ce droit de grève? Institutionnaliser le droit de grève aux étudiants apporterait plusieurs avantages: les règles du jeu seraient connues de tous, un cadre strict les encadrerait, et on éviterait ainsi la débâcle du printemps dernier avec les tentatives ratées de l'ordre juridique. Le PQ a déjà dit que le sujet ne serait pas à l'ordre du jour, mais qu'il pourra être discuté.

Les campus satellites

Mission incomprise des universités?
La délocalisation du campus sert-elle réellement à combler une demande, comme le prétendent les recteurs, ou s'agit-il d'une course aux effectifs? L'Université Laval s'est récemment installée à Montréal. L'UQAR a un deuxième campus à Lévis. L'UQTR envisage un chantier à Drummundville. Les fédérations étudiantes ont parfois dénoncé cette pratique, soutenant qu'elle créait une concurrence malsaine, nuisant financièrement aux universités. On a entendu l'UdeS se plaindre des coupures budgétaires, mais ce sont des doléances bien peu crédibles, quand l'on constate que le campus de Longueuil est sous respiration subventionnée, commandite du campus principal.

Quelle place pour le cégep?

Sans aucun doute la figure emblématique du système d'éducation au Québec. Les cégeps sont ce qui nous distingue du reste du Canada en matière d'enseignement. Il s'agit en quelque sorte d'une «vache sacrée». Leur pertinence a été remise en doute, assez maladroitement, par Pierre Moreau, candidat à la chefferie au Parti libéral du Québec. Il a «osé» remettre en question le

rôle du cégep, et cela lui a valu une grande vague de contestations de toutes parts. Attention à ne pas dogmatiser le cégep: on tient un sommet pour avoir des réponses, il est naturel de poser des questions. Systématiquement, on refuse même de s'attarder à la question. Ceux-ci présentent pourtant quelques lacunes: seulement 44 % des étudiants préuniversitaires obtiennent leur diplôme dans les deux années prescrites. Ils tendent aussi à se techniciser, laissant moins de place aux programmes menant au baccalauréat. Et quelle place pour la création du savoir? La recherche semble être une science réservée aux universités – encore, pour combien de temps? C'est là que l'on coupe en premier, lors des compressions.

Le modèle d'enseignement

On discute affaires, financement, gel – mais peu de la manière d'enseigner. Pourtant, et tous vos confrères et consœurs de la Faculté d'éducation vous diront la même chose, il y a une nette place à l'amélioration pour créer un meilleur environnement d'apprentissage. Les critères d'évaluation, la transmission du savoir, la façon de donner la matière forment après tout les bases même du système d'éducation. Il ne suffit pas de savoir-faire, mais aussi de savoir, et de savoir-être. La commission Charbonneau, par exemple, me fait croire qu'on n'enseigne pas suffisamment de cours d'éthique dans certains domaines...

La gratuité

Personne ne s'attend à ce que Pauline Marois décrète la gratuité scolaire universelle au terme de ce Sommet. Il s'agit d'une option écartée d'avance à court terme, on va plutôt conclure sur une indexation ou un gel. N'empêche que l'idée de la gratuité scolaire n'en est pas une farfelue, elle est appliquée dans plusieurs pays et elle a déjà fait ses preuves. C'est l'occasion rêvée d'enfin discuter de ce projet, de sa faisabilité, et des façons de la financer. Il ne faudra pas ressortir de cette grande messe de l'éducation sans avoir exploré, en fond et en comble, cette idée.

L'ÉQUIPE DU COLLECTIF

Direction

Shawn Sirois [Directeur]

direction@lecollectif.ca

Mélanie Lemay [Directrice adjointe]

direction.adjointe@lecollectif.ca

Équipe de rédaction

Kéven Breton [Rédacteur en chef]

redaction@lecollectif.ca

Romi Quirion [Responsable web]

redaction.adjointe@lecollectif.ca

Tery-Tania Espin [Chef de pupitre campus]

section.campus@lecollectif.ca

Laurie Marchand [Chef de pupitre société]

section.societe@lecollectif.ca

Alexandre Faille [Chef de pupitre culture]

section.culturel@lecollectif.ca

Vincent Régis [Chef de pupitre sports]

section.sport@lecollectif.ca

Pedro Mendonça [Directeur artistique]

direction.artistique@lecollectif.ca

Geneviève St-Germain [Correctrice en chef]

correction@lecollectif.ca

Collaborateurs

Anne-Josée Bédard

Étienne Boudou-Laforce

Stéphanie Collin

Guillaume Déziel

Miguel Lachance

Simon Laliberté

Félix Morin

Samuel Pépin

Simon Roberge

Nora T. Lamontagne

Nicolas Ternisien

Pierre-Luc Trudel

Guillaume Turcotte

Étudiante en APA

Carol-Anne Massé

Équipe technique

Christine Chamberland [Infographe]

Adrien Bourdon [Responsable des finances]



ÉDUCATION COMMERCIALE

A lors que prend place un peu partout au Québec les différentes rencontres thématiques et discussions préparatoires au Sommet sur l'enseignement supérieur, on a vaguement l'impression que ce n'est pas vraiment de l'ENSEIGNEMENT dont il sera question les 25 et 26 février prochains.



Tery-Tanya Espin

Le Sommet sur l'enseignement supérieur, c'est une rencontre sur deux jours qui a pour but de décider du sort de l'enseignement pour la décennie à venir, ou à peu près. Les quatre thématiques du Sommet sont: la qualité de l'enseignement supérieur, l'accessibilité et la participation aux études supérieures, la gouvernance et le financement des universités, la contribution des établissements et de la recherche au développement de l'ensemble du Québec.

La question du financement se retrouve au point trois. La qualité de l'enseignement est au point un. Mais tout ce qu'on entend ces temps-ci, c'est le financement, le manque de ressources, la gratuité scolaire, le gel, le dégel, la mauvaise gestion des sous... L'ASSÉ va boycotter le

Sommet parce que la question de la gratuité ne sera pas abordée. On craignait que l'enseignement soit «marchandiser», et c'est exactement ce qu'il semble se passer.

Il fallait peut-être voir le Sommet comme une occasion de repenser la façon d'enseigner au Québec. L'Université Montpellier, la plus vieille en fonction en Europe, offre des cours en deux temps: un cours magistral (CM) de deux heures donné dans un amphithéâtre avec la promotion tout entière, suivit des travaux dirigés (TD), qui se font par la suite en petits groupes. Les TD sont faits quelques jours après le cours magistral pour que les étudiants aient le temps d'assimiler la matière et de noter les questions à poser aux professeurs. Selon Karima Bensa, étudiante de L'Université Montpellier en échange à L'UdeS, c'est bien de faire le cours en deux temps parce que c'est plus facile de rester concentré deux fois deux heures qu'une fois trois heures. «Le fait de séparer le CM et le TD aide aussi à bien analyser et comprendre le contenu du cours. Les petits groupes favorisent l'entraide et les enseignants sont plus disponibles lors des TD.» Pour Karima, et pas seulement pour elle, trois heures de cours, c'est très long.

En y regardant de plus près, on se rend vite compte que c'est d'ailleurs ce qui semble être la norme un peu partout dans le monde: à la University of Cambridge, en Angleterre, la plupart des cours sont aussi donnés en plusieurs blocs de deux heures. C'est aussi le cas de la University of South Africa, de la Federal University of Bahia du Brésil et de la Kazan Federal University en Russie, pour n'en nommer que quelques-unes. Et justement, puisque la société

On ne voulait surtout pas «marchandiser» l'enseignement: c'est exactement ce qu'on fait.

a tellement évolué, puisque la technologie offre diverses possibilités, les méthodes d'enseignement traditionnelles ne seraient-elles pas à repenser complètement? Avec les outils qui sont à notre disposition, avec cette facilité que nous avons d'accéder à des ressources presque infinies, ne serait-il pas le temps de revoir complètement le cours magistral donné devant un groupe de dizaines de personnes en rangés sur des chaises de bois?

Je pense, par exemple, aux cours universitaires offerts gratuitement en ligne par les groupes Coursera, Udacity et edX, pour les étudiants du monde entier.

Coursea compte 33 partenaires qui enseignent quelques de 200 cours à plus de deux millions d'étudiants. Plus de la moitié des étudiants sont de pays étrangers. Udacity, un volet des sciences informatiques de l'Université de Stanford, compte maintenant près d'un million d'étudiants de plus de 190 pays. Ces programmes universitaires en ligne ont tous deux été mis sur pied en 2011 et le nombre d'étudiants qui s'y inscrivent est constamment en croissance. C'est un sujet qui aurait pu être abordé, la semaine prochaine...

Le Sommet sur l'enseignement supérieur va définir le monde de l'enseignement universitaire pour les dix ou quinze prochaines années et j'ai l'impression que d'ici ce temps-là, cet événement auquel le monde universitaire se prépare depuis plusieurs mois déjà sera une risée. Le nombre de participants et le pouvoir qu'ils pourraient avoir pour améliorer l'enseignement supérieur

sont impressionnants: les partenaires de l'enseignement supérieur divisés en quatre différents groupes: établissements (Association des collèges privés du Québec, Fédération des cégeps, Universités du Québec, etc.), étudiants et jeunes (Fédération étudiante collégiale du Québec, Fédération étudiante universitaire du Québec, Table de concertation étudiante du Québec, Réseau de carrefours jeunesse-emploi, etc.), professeurs et syndicats (Centrale des syndicats du Québec, Confédération des syndicats nationaux, Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université, etc.), et société civile (Fédération des

commissions scolaires du Québec, Force jeunesse, société canadienne de l'entreprise indépendante, Conseil interprofessionnel du Québec, Conseil du patronat du Québec, etc.), en plus de la première ministre, le ministre Duchesne, et des membres des autres délégations gouvernementales pourraient révolutionner le système d'éducation universitaire au Québec.

Malheureusement, et comme trop souvent, la question de l'argent semble être au premier plan de cette rencontre tant attendue.



ÉDITORIAL

Cerebral infiltration

Une image conçue par Maxime Chamberland, étudiant à la maîtrise en informatique à la Faculté des sciences de l'UdeS, sous la supervision du professeur Maxime Descoteaux, est lauréate du concours International Science & Engineering Visualization Challenge organisé par la National Science Foundation et la revue *Science*. Elle a mérité le prix du public ainsi qu'une mention d'honneur des membres du jury. Depuis, elle a été publiée sur plusieurs sites Internet et dans plusieurs revues scientifiques, dont la prestigieuse *Science* et d'autres comme *Reader's Digest*, *Scientific American Mind*, *Discover Magazine* et *Medical Tribune*. L'image *Cerebral Infiltration* présente l'impact d'une tumeur maligne sur le câblage cérébral. La gradation de couleur (du rouge au bleu) indique le niveau d'atteinte des connexions cérébrales.

Le carrefour de l'engagement étudiant: une réussite

Plus de 300 personnes ont participé, le 13 février, à ce 4^e carrefour de l'engagement étudiant qui visait à faciliter les rencontres entre la communauté universitaire et les diverses organisations. C'est une cinquantaine d'organismes communautaires de l'Estrie qui bénéficient de la contribution étudiante par l'entremise du Carrefour de l'engagement étudiant. Nicole St-Martin, directrice du PAEIC, explique: «Des organismes de plusieurs secteurs et dont les besoins sont variés offrent une occasion à nos étudiants de s'impliquer.» L'élaboration d'une stratégie marketing, les recherches historiques, la mise sur pied d'un nouveau site web, l'accompagnement et le soutien auprès de familles et la production de vidéos représentent quelques exemples des nombreux projets proposés. Des étudiants de plusieurs domaines peuvent ainsi trouver leur compte au Carrefour.s.

Journée de la recherche

C'est avec succès que s'est déroulée La Journée de la recherche 2013. L'événement, qui prenait place Centre culturel, permettait aux étudiantes et étudiants des cycles supérieurs de présenter leurs travaux de recherche à leurs collègues et aux autres membres de la communauté universitaire. Plus de 300 personnes se sont déplacées pour voir les présentations de la centaine de participantes et participants inscrits aux quatre concours de vulgarisation. Les étudiants ont pu échanger entre eux sur les différentes recherches qu'ils ont effectuées ainsi que sur la méthodologie utilisée. La vice-rectrice aux études, Lucie Laflamme, la secrétaire générale et vice-rectrice aux relations internationales, Jocelyne Faucher, et le vice-recteur à la recherche, Jacques Beauvais, ont procédé en toute fin de journée à la remise des 13 bourses de la vulgarisation et du prix Pierre-Collinge.

Le réseau sans fil plus facilement accessible sur AERIUS

Depuis le début du mois les étudiants et employés de l'UdeS ont accès à une version plus pratique d'AERIUS: «aeriusSecurise». Une fois leur appareil sans fil configuré, les usagers peuvent accéder directement au réseau sans fil et n'ont plus à inscrire leur nom d'utilisateur et leur mot de passe à chaque fois. Pascal Beauregard, analyste en télécommunications au Service des technologies de l'information explique: «Nous visons à toujours améliorer notre offre de service afin de répondre aux besoins de la communauté universitaire, dans un contexte d'évolution constante des technologies.» De plus, comme son nom l'indique, aeriusSecurise est un réseau sécuritaire. Toutes les données circulant sur ce réseau bénéficient d'une technique de chiffrement de données (cryptage) très performante. Le réseau aeriusSecurise est disponible au Campus principal, au Campus de Longueuil et à la Bibliothèque des sciences de la santé.

BRÈVES CAMPUS

MARTINE DESJARDINS S'ARRÊTE À SHERBROOKE

En ce jeudi de la Saint-Valentin, Martine Desjardins revenait à ses premiers amours alors qu'elle avait une *date* avec les étudiants de la Faculté d'éducation, où elle a fait son baccalauréat, pour faire le point sur le référendum de désaffiliation de la FEUQ.

Kéven Breton

Déjà bien occupée à peaufiner des dossiers en vue du Sommet, la porte-parole de la FEUQ (Fédération étudiante universitaire du Québec) a pris le temps de s'arrêter à Sherbrooke pour répondre aux questions sur le référendum annoncé la semaine dernière par la FEUS (Fédération étudiante de l'Université de Sherbrooke). Cette dernière a en effet reçu le mandat d'organiser une campagne référendaire afin de consulter ses membres sur la pertinence d'une affiliation nationale à la FEUQ.

Martine Desjardins explique qu'elle a été informée de cette décision la session dernière. Le conseil d'administration de la FEUQ planche actuellement sur les articles de dérogations, et il délèguera ensuite deux représentants qui formeront, avec deux autres désignés par la FEUS, un comité référendaire chargé

de mener à bon terme l'exercice démocratique.

Rappelons que si le référendum penche en faveur d'une désaffiliation, chacune des facultés aurait ensuite la possibilité d'adhérer à une nouvelle voix nationale, que ce soit l'ASSÉ, la TACÉQ, mais pas la FEUQ, explique l'ancienne étudiante de l'UdeS: «Nous avons une politique très claire où seul le plus nombreux regroupement d'un campus peut être affiliée à la FEUQ» Et si la Fédération venait à perdre les quelques 14 000 membres en jeu, pas question de déroger de cette politique non plus: «Par le passé, on a refusé de nouvelles affiliations à cause de cette même raison. C'est une décision que nous avons prise pour assurer une souveraineté locale.»

En assemblée, Martine Desjardins a rappelé aux quelque 70 étudiants présents les dossiers défendus par la FEUQ, particulièrement ceux qui touchaient directement les étudiants en éducation, par exemple celui des stages finaux rémunérés. Elle a aussi soulevé le faible coût qu'engendre une affiliation à la FEUQ. La cotisation annuelle est présentement fixée à 2,50 \$, «C'est presque de l'esclavagisme», a-t-elle lancé, sourire en coin. Rien n'empêche présentement les associations étudiantes de s'affilier

à une deuxième représentation nationale, comme l'a fait l'AGEFLESH en octobre dernier en joignant sa voix à celle de l'ASSÉ. «Et si la décision revient à une question de 2,50\$, c'est vraiment peu cher pour toute la représentation dont profitent nos membres.» Martine Desjardins spécifie aussi que la FEUQ n'exige aucune position particulière de ses cotisants, contrairement de l'ASSÉ, où il est nécessaire d'être positionné en faveur de la gratuité scolaire pour devenir membre.

La FEUQ au Sommet

En attendant le dénouement du référendum, la FEUQ a du pain sur la planche avec le Sommet sur l'Éducation qui se déroulera les 25-26 février prochain. Le sujet de l'heure est évidemment les droits de scolarité, et la position de la FEUQ n'a pas changé: elle militera en faveur d'un gel. Mais, en parallèle, la FEUQ s'attend à débattre sur une panoplie d'autres dossiers importants: «Il y a plusieurs choses dont on a hâte de discuter, plusieurs avec lesquelles nous sommes d'accord avec le gouvernement, par exemple l'instauration d'un Conseil des universités pour le processus de rétention des comptes, qui assurerait une plus nette transparence dans les finances des universités. Nous sommes aussi en accord avec le gouvernement en ce qui a trait à la grille de financement, où le

financement se fera par activité et non pas par nombre d'étudiants.»

Dans un communiqué de presse envoyé le 11 janvier dernier, l'Université de Sherbrooke invitait la FEUQ et sa présidente Martine Desjardins à «un débat plus constructif» au sujet du campus de Longueuil, que la FEUQ avait identifié comme un exemple patent d'une conséquence à la course aux effectifs des universités. La FEUQ déplorait que le campus était vide et qu'il s'agissait d'un mauvais investissement. Le vice-recteur reprochait alors à Mme Desjardins de véhiculer des incompréhensions au sujet du campus satellite. En réponse à cela, Martine Desjardins répond que la FEUQ a rencontré MM. Alain Webster et Martin Buteau, du rectorat, et que c'est de leurs parts que la fédération a reçu les données justifiant ces propos: «Eux-mêmes nous ont avoué que le campus était sous-utilisé, à 40 % de sa pleine capacité le jour, 90 % le soir et 95 % le samedi. Ça fait une moyenne d'environ 60 %. On nous a aussi dit que le campus offrait seulement un programme à temps plein. Selon nos calculs, cela fait de Longueuil un campus non rentable, et que le campus principal doit donc lui fournir de l'argent». Le dossier des campus satellites et de la compétition entre universités en sera donc un chaudement disputé lors du sommet.

Finalement, la présidente de la FEUQ assure qu'on ne parlera pas seulement de financement et d'affaires lors de ce sommet, mais également d'éducation au sens propre du terme. À son avis, ce n'est pas le rôle du gouvernement de décider de la transmission du savoir, mais bien celui des universités. Il doit toutefois y avoir une discussion sur le sujet «Le modèle d'enseignement relève de l'interne. Chaque université a sa façon d'enseigner. Par exemple, ici à l'Université Sherbrooke, ça passe beaucoup par le régime coopératif. On aimerait beaucoup que chaque université se dote d'un plan stratégique d'objectifs à long terme, afin de valoriser les domaines qui les intéressent. On reconnaîtrait alors les pôles d'excellence de chacune d'entre elles. Il s'agit également de valoriser davantage les services à la collectivité.» Mme Desjardins soulève l'exemple d'une Charte des Universités, où l'on identifierait les valeurs et visions communes de chacune d'entre elles. Tout comme Guy Rocher du rapport Parent, avec qui elle a discuté, Martine Desjardins constate qu'il y a avantage à promouvoir davantage l'éducation comme projet collectif.



(Photo: Pedro Mendonça)

RÉFÉRENDUM: MÉSENTENTE SUR LES MODALITÉS

Dans un communiqué diffusé le 19 février, la FEUS a annoncé l'opposition de la FEUQ à onze des seize dérogations à la politique référendaire. Celles-ci avaient été votées par les membres de la FEUS en novembre, dans le but d'obtenir un processus le plus démocratique possible. Le référendum, qui portera sur la désaffiliation à la FEUQ, se tiendra à la fois du mois de mars.

Miguel Lachance

De manière générale, les informations divulguées dans le dernier numéro du journal *Le Collectif* demeurent vraies: dates de la campagne et du vote, question référendaire. Ce sont certains détails sur le fonctionnement du référendum, qui faisaient l'objet des dérogations demandées par les membres de la FEUS, que la FEUQ a rejeté. L'ajout d'un cinquième membre au comité référendaire fait partie des dérogations refusées; c'est donc dire que le comité sera uniquement formé de quatre personnes, désignés équitablement entre les deux camps.

Parmi les autres refus, il y en a un particulièrement irritante pour les partisans de la désaffiliation. En effet, lors du décompte du vote, les abstentions seront comptabilisés dans la colonne des «Oui», c'est-à-dire pour le statu quo d'affiliation à la FEUQ. Une limitation du budget référendaire de 500 \$ a également été refusée, tout comme l'interdiction des tournées de classes pendant la campagne référendaire. Cette dernière dérogation avait comme objectif de ne pas déranger les étudiants, possiblement en période d'examen.

En plus d'être refusée, la dérogation demandant qu'il y ait un maximum

de quatre représentants de la FEUQ à l'université pendant la campagne a entraîné l'amendement des règlements de la FEUQ. Cette modification permettra à un nombre de personnes externes, membres ou non de la fédération nationale, d'être présents sur le terrain.

Outre la question référendaire, qui est déjà une disposition des règlements de la FEUQ, les dérogations acceptées comprennent l'interdiction de sollicitation dans les résidences, l'interdiction de la vente de matériel, le vote postal complémentaire et la prolongation du vote en soirée.

Ces deux dernières devraient encourager une participation importante au vote.

La FEUS dénonce fortement la réponse de la FEUQ; elle trouve «regrettable que la FEUQ représente ses propres intérêts au détriment de ceux des membres de la FEUS.» Elle ajoute que: «ce référendum concerne les membres de la FEUS, et uniquement celles-ci et ceux-ci. Cette campagne locale est une consultation de la communauté étudiante du premier cycle de l'Université de Sherbrooke et, par conséquent, se doit d'être tenue selon les règles établies par cette même communauté étudiante.»

LES CAMPUS SATELLITES: NÉCESSITÉ OU PORTE-MONNAIE?

Depuis quelques années déjà, pullulent, au Québec, bon nombre de campus satellites qui visent principalement à assurer une offre locale de formation continue. Retour sur ce phénomène important de désenclavement des universités québécoises.

Nicolas Ternisien

Si vous pensez aux campus satellites, ne croyez surtout pas qu'il s'agisse d'imiter l'exploit de Félix Baumgartner en envoyant cette fois-ci un campus en orbite. Ce phénomène est au contraire bien plus proche de notre bon vieux plancher des vaches. Pensez plutôt au Campus de Sherbrooke à Longueuil inauguré en janvier 2010 et qui accueille environ 4200 étudiants majoritairement à la maîtrise et au doctorat, car il est l'exemple même du campus satellite. Pour autant, l'UdeS est bien loin de jouer cavalier seul puisque c'est l'ensemble des universités québécoises qui s'éparpillent de la même manière.

18 universités, 300 sites hors campus

Le phénomène d'essaimage des universités au Québec est particulièrement intense. Les chiffres sont impressionnants: les 18 universités québécoises offrent effectivement des formations sur près de 300 sites hors campus.

Néanmoins, ces sites délocalisés ne sont pas tous de la même grandeur, ni de la même importance. En général, ces sites sont des petits points de service à faibles coûts qui répondent à des besoins spécifiques de formation. Selon le rapport publié en novembre 2011 par le Centre interuniversitaire de recherche CIRANO, il convient d'en distinguer trois types

- Les succursales qui détiennent autant de programmes courts que longs menant à des diplômes comme le baccalauréat et la maîtrise. Les cours et les activités pédagogiques prennent

place dans une infrastructure permanente de taille variable.

- Les points de service qui ne touchent qu'un nombre restreint d'étudiants et qui n'offrent principalement que des programmes courts comme des certificats et des microprogrammes. Ces programmes sont alors enseignés dans des infrastructures permanentes.

- Les Centres de gestion autonome sont quant à eux bien différents puisqu'ils sont gérés administrativement et académiquement par un conseil d'administration de la corporation où siègent les représentants de la région.

Une nécessité?

Reprenons le cas du campus de Longueuil: depuis près de 25 ans l'UdeS s'est implantée sur la rive sud de Montréal à la demande de la communauté longueuilloise qui désirait qu'un établissement d'enseignement supérieur s'établisse sur son territoire pour y dispenser de la formation continue.

C'est bel et bien là qu'il faut voir le principal but de la décentralisation des universités. Elle tend en priorité à pallier les besoins spécifiques de chaque région en matière de formation continue.

« Pourquoi ne pas inciter les professionnels à se rendre sur les campus traditionnels déjà établis ? », me direz-vous.

Une nouvelle fois, revenons-en au cas du campus de Longueuil. Imaginez un avocat ou un psychologue qui travaille dix heures chaque jour et qui doit s'occuper de sa famille. S'il termine sa journée à 17h et suit un cours du soir vers 19h alors qu'il habite à Brossard et qu'il doit se rendre sur l'île de Montréal, cela ne lui laisse que très peu de temps pour sa famille.

Ainsi, un campus délocalisé comme celui de Longueuil permet de procurer un enseignement de proximité et à plus long terme d'assurer le développement d'une

région en conservant une main-d'œuvre hautement qualifiée sur son territoire.

Des investissements rentables et justifiés?

Quid du porte-monnaie? Même si sur un plan intellectuel ces investissements sont justifiés, par ces temps de crise où on demande aux étudiants de se serrer la ceinture de plus en plus, pouvons-nous dire qu'ils soient pertinents sur un plan économique?

C'est pour cette raison que certains remettent en question la multiplication des campus satellites au Québec. D'ailleurs, en novembre dernier, Radio-Canada dénonçait que plusieurs locaux du campus de Longueuil étaient toujours vides, et ce trois ans après son inauguration. Il faut reconnaître que la moitié de l'espace commercial au rez-de-chaussée est vacante, de même aux 10ème, 12ème et 14ème étages de la tour qui ne compte pas moins de 16 étages en tout.

Lorsque l'on sait que ce campus a coûté environ 125 millions de dollars, cela pousse certaines et certains comme Martine Desjardins, présidente de la Fédération Étudiante Universitaire du Québec (FEUQ) à dire que: «C'est encore une fois des dépenses éhontées de financement universitaire dans une période où on dit aux étudiants de se serrer la ceinture, même chose pour les contribuables.»

Il est vrai que tout l'espace n'est pas utilisé, mais Lyne Bouchard, vice-rectrice de l'Université de Sherbrooke à Longueuil, se défend en répliquant que: «La bonne décision, c'était de construire l'édifice, la mauvaise décision aurait été de ne pas investir dans le béton.»

De surcroît, elle surenchérit en répondant: «J'estimerai qu'il y a 5% ou 6% des locaux sur seize étages qui sont vides, une partie provient du fait que des locaux n'ont pas été loués par l'externe.»

Quand bien même on lui reproche en plus que les salles de classe de son campus soient vides la plupart du temps, Mme Bouchard n'en démord

pas en insistant sur le fait qu'elles ont un taux de remplissage de près de 100 % le soir ainsi que le nouveau pavillon de l'UdeS devrait être rentable dès 2013. Martine Desjardins de la FEUQ n'est pas convaincue pour autant et semble déterminée, de concert avec le reste des associations étudiantes, à revenir sur le sujet lors du sommet de l'éducation supérieure.

Prendre une pause?

Selon Michel Nadeau, directeur général de l'Institut sur la gouvernance d'organisations publiques et privés, les campus satellites constituent dernier «sujet tabou» de la gestion des universités. Dès lors, devrions-nous ralentir le processus de développement des campus satellites afin de pouvoir mieux y réfléchir?

En tout cas c'est ce que le CIRANO et la FEUQ préconisent. Ils réclament tous deux un moratoire sur la

construction et l'agrandissement des campus satellites en parallèle de la constitution d'une organisation externe qui aurait pour but d'analyser le processus.

Toujours est-il que d'après Mme Bouchard, la délocalisation des universités ne se fait pas de manière désordonnée. Ainsi elle met en avant que, par l'intermédiaire de la Conférence des Recteurs et Principaux des Universités du Québec (CRÉPUQ), toute extension d'une université est longuement discutée avant d'être réalisée.

Enfin, elle soutient que mettre une barrière à l'offre de formation continue, c'est faire fi de rôle important des connaissances et du savoir dans notre société. À l'ère de la mondialisation, les professionnels devraient être en mesure d'acquérir ou d'améliorer leurs connaissances en permanence.



(Photo: Jacques Grenier / Le Devoir)

SOMMET SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR: PAS DE LEVÉE DE COURS À LA FLSH

Les étudiants de la Faculté des lettres et sciences humaines (FLSH) se sont prononcés. Il n'y aura pas de levée de cours lors des deux journées du Sommet sur l'enseignement supérieur, ont-ils décidé le mardi 12 février dernier.

Carol-Anne Massé

Au terme d'une assemblée générale de grève aux interventions plutôt divisées, la majorité des quelque 500 étudiants présents ont rejeté les deux jours de manifestation demandés.

«On dit que les dés sont déjà pipés dans le Sommet, si on va devant leur porte, ça va donner quoi?» a lancé Geneviève, une étudiante en histoire. Se rangeant aussi du côté du «contre», plusieurs personnes ont avancé qu'il était plus sage d'attendre de connaître les résultats de la rencontre avec le gouvernement avant de «chialer».

Également en histoire, Guillaume Lessard s'est quant à lui exprimé devant ses pairs afin de les appeler à voter pour une levée de cours, question de «ne pas manquer le bateau». Du même avis que lui, d'autres ont fait valoir que le Sommet ne servirait à rien sans manifestation.

Après une plénière de 15 minutes, la proposition initiale a été scindée, permettant deux votes indépendants, un pour le 25 février et un pour le 26. Les gens défavorables à une levée de cours pour le 25 l'ont emporté rapidement, tandis que le vote pour le 26 s'est conclu avec une marge plus mince de 198 en faveur et 248 en défaveur.

Guillaume Poirier, qui est intervenu à quelques reprises pendant l'assemblée, ne cachait pas sa satisfaction à la suite du vote. Selon l'étudiant en politique, ce vote était une façon «d'envoyer un message à l'ASSÉ [Association pour une solidarité syndicale étudiante]». Il juge qu'il faut profiter de l'ouverture actuelle du gouvernement provincial pour discuter plutôt que de manifester : «On a une place aux négociations, aussi bien la prendre!»

Du côté de l'association facultaire derrière la rencontre de mardi, le cœur était moins à la fête. «On aurait aimé être présents-présentes avec l'ASSÉ», a formulé Maurane Mathieu-Côté, coordonnatrice à l'AGEFLSH. Bien que l'association affirme vouloir «respecter l'opinion des membres», elle rendra tout de même disponibles des autobus en direction de Montréal lors du Sommet : «Les gens qui le veulent vont pouvoir manifester.»

Malgré sa déception, Maurane Mathieu-Côté a mis l'accent sur le

taux de participation de 28 %, «une belle surprise», selon elle. «C'était plus que ce qu'on pensait», a-t-elle avoué.

Dans cette optique, il est peu surprenant que trois locaux aient été nécessaires pour permettre à tous les étudiants désireux de participer à l'assemblée de le faire. La rencontre se déroulait dans le local A6-3003 et était retransmise dans les deux classes adjacentes, où les membres de l'AGEFLSH pouvaient également voter. La patience était de mise, mais, après un début aux allures quelque peu chaotiques, la file d'attente interminable a fait place à une assemblée relativement posée.

Après l'assemblée, les quelque 150 membres du programme de travail social ont voté individuellement en faveur d'une journée de grève le 25. L'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AÉCS), également affiliée à l'ASSÉ, prévoit une assemblée similaire le 25 février prochain dans le but de permettre aux 6000 étudiants qu'elle représente de se prononcer sur une grève pour le lendemain. Cinq autres cégeps, dont celui de Valleyfield, reconnu pour son caractère militant, ont voté contre la journée de grève.



(Photo: Christine Chamberland)



(Photo: Christine Chamberland)

CONSULTATION SUR L'OFFRE ALIMENTAIRE DE L'UNIVERSITÉ: UN RENDEZ-VOUS MANQUÉ?

Seuls une dizaine d'étudiants se sont déplacés afin de partager leur vision de l'offre alimentaire de l'Université de Sherbrooke, le mercredi 13 février, dans le cadre d'une rencontre organisée par Réussir en santé, qui travaille actuellement à l'élaboration d'une politique alimentaire pour l'ensemble des campus de l'établissement.

Carol-Anne Massé

L'invitation avait été lancée à toute la communauté étudiante et des groupes de discussion étaient prévus au Campus principal et au Campus de la santé. «J'avais quatre plages horaires et il n'y a pas eu

assez de participants pour toutes les donner», a précisé Cora Loomis, présidente du comité responsable de la nouvelle politique. En tout, sept personnes étaient autour de la table lors du passage du *Collectif* à la rencontre.

Les étudiants étaient encouragés à faire connaître leur opinion sur les choix alimentaires proposés par la coopérative Café CAUS dans les différents points de vente de l'Université de Sherbrooke. Variété de l'offre, sensibilisation de la clientèle aux options saines, équilibre entre le coût et la qualité des produits étaient entre autres au menu.

«Ce qui est ressorti beaucoup est que l'allure de l'assiette était très importante pour les étudiants», a souligné Mme Loomis,

nutritionniste de profession. Consciente que les quelques personnes rencontrées ne peuvent à elles seules refléter l'opinion de tous, elle a tout de même constaté que certains éléments revenaient plus fréquemment que d'autres. C'est le cas de la variété et du coût des repas et collations.

Quelques mises en situation ont rythmé les échanges entre le groupe et les deux membres du comité présents. Par exemple, les étudiants devaient réagir à un scénario voulant que des desserts plus santé, comme des *brownies* aux haricots rouges, fassent leur apparition sur les présentoirs. Mme Loomis a affirmé que les participants semblaient ouverts à l'idée, précisant toutefois qu'ils aimeraient bien goûter aux produits au préalable.

Alors que la semaine dernière était l'occasion pour les étudiants de s'exprimer, le comité issu de Réussir en santé mise sur celle qui arrive pour prendre le pouls du personnel de l'Université de Sherbrooke.

Étape par étape

Dans le but de mettre au point la politique alimentaire la plus complète possible, Mme Loomis et son équipe dressent depuis l'automne dernier un portrait de la situation. En plus des consultations, ils étudient les politiques en place ailleurs et visitent les différentes cafétérias de l'Université de Sherbrooke afin de noter leurs points forts et leurs points faibles, notamment en ce qui a trait aux portions offertes.

En travaillant entre autres sur les choix alimentaires nutritifs,

l'accessibilité, le développement durable et le respect des normes d'hygiène et de salubrité, le groupe de travail ayant reçu le mandat de la direction de l'Université souhaite «créer un environnement favorable à la saine alimentation». «On veut faciliter les bons choix, [...] sans empêcher la personne de se gâter de temps en temps», a indiqué Mme Loomis, clarifiant que l'objectif n'était pas de se débarrasser de toute friture.

L'analyse de la situation devrait se poursuivre jusqu'au mois de juin, moment où la rédaction de la politique alimentaire devrait débuter. Si elle est approuvée par la direction en 2013, les changements pourraient voir le jour dès l'année prochaine. «J'espère commencer à implanter des choses en janvier», a avancé la présidente du comité.



(Photo: Pedro Mendonça)

BOUCHÉES ET DIALOGUES SUR L'HEURE DU DÎNER: DES ÉTUDIANTS PARLENT DE LEUR EXPÉRIENCE À LA CAFÉTÉRIA

Beaucoup de choix, de bons plats à un prix acceptable, mais un manque d'espace peu facile à digérer pour certains... c'est ce qui est ressorti d'un passage à la cafétéria principale, la semaine dernière, lorsque *Le Collectif* a profité d'un midi bondé pour s'entretenir avec quelques étudiants au plateau bien plein.

Carol-Anne Massé

«C'est cool qu'il y ait une variété», a formulé Shawn Galego, un étudiant en éducation physique attablé devant un club sandwich.

Celui qui dit manger au Pavillon multifonctionnel deux midis par semaine avoue qu'avoir plus de possibilités directement au Café Gigi, la cafétéria de sa faculté, lui plairait, les sandwiches et les pâtes, qui y sont rois, ne le satisfaisant pas.

Sara Landry, Alexandra Donoso et Geneviève Côté, toutes trois au baccalauréat en droit, abondent dans le même sens: il n'y a «pas grand-chose» au Gigi, ont-elles approuvé. «Et ils pourraient modifier les muffins pour les faire plus santé», a ajouté Alexandra Donoso, les comparant à des gâteaux.

Bien que Sara Landry soit d'avis qu'«il y a toujours quelque chose de bon» à la cafétéria principale, elle a été moins

tendre à l'égard du personnel, qu'elle trouve «bête». La critique d'Alexandra Donoso concernait quant à elle les paninis froids, même lorsque demandés chauds.

De son côté, Aymerick Savary n'avait que de bons mots pour la cafétéria située au cœur du campus. «C'est bien cuisiné, c'est équilibré et les desserts sont terriblement bons», a précisé l'étudiant au doctorat en informatique. Alors qu'il passe ces journées enfermées, il aime «sortir un peu» chaque midi pour venir profiter du menu du jour de la cafétéria, qu'il dit moins cher qu'à celle de la Faculté des sciences.

Selon lui, une autre bonne raison de visiter le Pavillon multifonctionnel

le midi tient aux activités culturelles parfois proposées sur l'heure du dîner, notamment par le groupe Arrière cours et la radio CFAK. Le 14 février dernier, par exemple, le Club photo de l'Université s'est associé avec Arrière cours, invitant les étudiants à venir se faire photographier dans le cadre de la fête de l'amour. «C'était sympa!», a exprimé le Français d'origine.

Quoiqu'il pense que mettre de la vie dans la cafétéria est «vraiment positif», il indique cependant que le tout ne doit pas prendre trop d'ampleur dans un lieu où il manque déjà de places assises et où l'organisation de l'espace n'est pas optimale. En effet, l'étudiant affirme qu'il lui est déjà arrivé de ne

pas pouvoir s'asseoir tant les tables étaient remplies, situation qu'a également vécue Shawn Galego à quelques reprises.

D'emblée, les étudiants rencontrés ne semblaient pas portés à émettre des commentaires sur les prix aux différents points de vente du campus, mais une fois questionnés sur le sujet, la plupart ont déclaré que ceux-ci étaient «corrects».

Assis à côté de Shawn Galego, Léo Garcia, un étudiant étranger, a toutefois réagi avec vigueur lorsque son ami a approuvé les montants demandés par la coopérative Café CAUS. «C'est hors de prix!», a lancé le Français, s'avouant peu habitué à ce genre de coûts.

OUBLIE LE FRANQUS, USITO ARRIVE À L'ÉCOLE

Après dix ans de travaux et 1 950 000 \$ de subventions, le groupe de recherche Franqus de l'Université de Sherbrooke lance officiellement le 22 mars 2013 son *Dictionnaire de la langue française - le français vu du Québec* disponible sur la nouvelle interface Usito. Pour la première fois de l'histoire, un dictionnaire général de langue française, au même titre que le *Larousse* et Le

Petit Robert, est produit entièrement hors de la France. Celui-ci vient du Québec et non plus de Paris, la capitale des puristes coincés de la langue française.

Anne-Josée Bédard

Encore un dictionnaire? Franqus l'écrit: «Les dictionnaires usuels disponibles actuellement au Québec sont conçus et élaborés en France.» Pourtant, les Québécois ont des préoccupations, une culture et des réalités environnementales, sociales, administratives et historiques bien différentes de la France.

«Des milliers de mots, de sens et d'expressions traduisent ces spécificités, mais sont absents des dictionnaires [disponibles au Québec].» *Usito* fait une grande place au français en usage au Québec et en Amérique du Nord, en plus de décrire le français du reste de la francophonie. On y retrouve donc plein de mots français «étranges» tels que septante, bleuet, cégep et weekend.

Usito spécifie aussi l'usage québécois ou français d'un mot. Ce que *Le Petit Robert* ne fait pas puisque ses créateurs croient que le français de Paris se retrouve au centre de l'univers et que les mots utilisés en France le sont partout dans la francophonie.

Un même mot peut avoir différentes significations selon la région: quand j'ai vu que le mot bagatelle signifie «amour physique», j'étais bien contente de voir l'autre définition liée à la cuisine québécoise: «dessert fait de morceaux de biscuits ou de gâteau». Je tiens à être bien comprise lorsque je dis que ma grand-mère me fait de la bagatelle pour Noël.

Ces dernières années, quelques étudiants ont déjà pu tester la version bêta du Franqus dont la dernière n'a pas été renouvelée depuis novembre 2012. Mais, le nouveau dictionnaire peut déjà être consulté pour une période d'essai gratuite au usito.com/dictio. Dès son lancement,

il deviendra disponible gratuitement aux étudiants de l'Université de Sherbrooke et avec un abonnement annuel pour tous les autres êtres vivants.

Contrairement aux dictionnaires en version papier limitée, *Usito* ne retire pas de mots à l'ajout d'un nouveau. Mais en plus, il spécifie chaque mois aux utilisateurs les nouveaux mots ajoutés: tu vas enfin pouvoir écoeurer tes amis avec ton gros vocabulaire.



(Photo: Pedro Mendonça)

VOICI UNE
DE NOS SALLES
DE CLASSE.

UNE AUTRE FAÇON
D'ÉTUDIER.

Florence Boucher Boisclair, étudiante à la maîtrise en gestion des ressources maritimes, lors d'un stage à Tromsø, en Norvège.

Nouvelle maîtrise en gestion des ressources maritimes

- Programme professionnel de type « MBA » offrant trois filières : environnement maritime, ressources halieutiques et transport maritime.
- Programme ouvert aux finissants des baccalauréats en administration, en biologie, en géographie, en génie et en chimie.
- Possibilité de stages rémunérés au Québec ou à l'étranger.
- DESS, maîtrise recherche et doctorat également offerts.

UQAR

uqar.ca/grm

LA DÉMISSION DE LA MODERNITÉ

Ce n'est plus un secret pour personne, le pape a décidé de mettre un terme à ses fonctions et son remplaçant sera choisi en Conclave prochainement. De prime abord, ce geste peut surprendre puisqu'il discord avec les traditions (qui, Dieu sait, sont capitales dans l'Église catholique), mais il faut bien décortiquer l'événement pour comprendre sa complexité.



Laurie Marchand

Premièrement, il serait légitime de se questionner sur les vraies raisons qui ont poussé Benoît XVI à démissionner. Bien sûr, on pourrait supposer que les quelques controverses qui ont croisé son parcours pourraient avoir miné ses ardeurs et aussi la confiance de ses fidèles. Rappelons entre autres que Benoît XVI s'est rendu dans une mosquée et dans une synagogue afin d'ouvrir les discussions avec les autres religions et qu'il a également dénigré les bienfaits du condom contre le sida. Toutefois, M. Marc Dumas, professeur à la Faculté de théologie et d'études religieuses de l'Université de Sherbrooke, prétend que le Pape vivait certainement

très bien avec ses décisions et que les raisons réelles qui ont motivé son choix étaient sans doute véritablement liées à des problèmes de santé. À l'âge honorable de 85 ans, la santé et l'énergie ne sont plus celles d'autrefois et la tâche de guider tous les chrétiens de la terre peut être lourde.

Plutôt que d'agoniser aux yeux des caméras, il opte plutôt pour la sagesse et tire sa révérence afin de laisser les rênes à quelqu'un qui aura l'énergie pour les gouverner et aura l'audace d'apporter les réformes dont l'Église a besoin. M. Dumas croit qu'en ce sens, son geste en est un de modernité et d'humilité. Benoît XVI prend conscience de ses limites et reconnaît que sa place est sans doute ailleurs qu'au front.

Bien que surprenant aujourd'hui, il ne serait pas étonnant de voir ce type d'événement se multiplier et voir les papes, en fin de vie, céder leur place à la jeunesse. Toutefois, il ne faut pas nécessairement non plus s'attendre à ce que le pape sortant scrute les faits et gestes de son successeur puisque ce serait totalement contradictoire au choix de renoncer à ses fonctions.

Peu à peu, les médias vont présenter chaque dernière cérémonie que Benoît XVI célébrera tout en faisant des suppositions à savoir qui sera son remplaçant. Au Québec, tous les espoirs reposent sur les épaules du Cardinal Ouellet, toutefois, rien n'est moins certain que sa possible nomination. M. Dumas explique qu'il faut être à Rome dans l'entourage des cardinaux pour faire de telles suppositions. Les résultats du Conclave peuvent très bien surprendre, mais l'important n'est pas d'élire un pape québécois,



(Photo: neolistique.com)

européen ou du Nouveau Monde, mais plutôt de choisir l'homme qui saura appliquer les réformes prévues dans Vatican 2, le projet de modernisation que l'Église a tenté d'entamer il y a de cela une cinquantaine d'années.

Les réformes, quant à elles, sont bien nécessaires, et vous-mêmes en conviendrez sans doute. En Occident, les fidèles se font de moins en moins nombreux et de plus en plus vieillissants. Il n'y a pas de relève pour s'occuper des

communautés religieuses qui, disons-le, tombent peu à peu à l'abandon.

Ici au Québec, les gens ont renié l'institution religieuse qui les a trop longtemps étouffés. Par contre, il est très fréquent de remarquer des gestes et des attitudes similaires aux enseignements de l'évangile dans la population. La morale a envie de demeurer, malgré une Église institutionnelle affaiblie par de nombreuses controverses.

Enfin, avec cette démission impromptue et ces suppositions pour le moins incertaines, espérons seulement que l'Église entrera réellement dans la modernité et saura retrouver ses lettres de noblesse. Qu'on y croie ou qu'on n'y croie pas, la religion répand ses bienfaits sur un certain nombre de personnes, mais peut également déraiper, et c'est exactement là où la population doit cesser de croire aveuglement et revendiquer une modernisation, un renouveau.

L'important n'est pas d'élire un pape québécois, européen ou du Nouveau Monde, mais plutôt de choisir l'homme qui saura appliquer les réformes prévues dans Vatican 2, le projet de modernisation que l'Église a tenté d'entamer il y a de cela une cinquantaine d'années.

51 000 \$ remis aux écoles de l'Estrie

Un mois avant la date limite des inscriptions, le Programme Metro Croque Santé a déjà versé 1 000 000 \$ en bourses de 1000 \$, dont 51 bourses aux écoles de l'Estrie, pour la réalisation de projets axés sur la saine alimentation. Grâce à ces bourses, les élèves des écoles primaires et secondaires lauréates pourront mettre en œuvre des projets porteurs qui auront un impact positif dans leur milieu familial, scolaire ou communautaire. Parmi les écoles ayant reçu 1 000 \$, mentionnons le Collège Mont-Sacré-Cœur de Granby, dont le projet *Marionnette géante* consistera à créer deux marionnettes géantes, soit un fruit et un légume, afin de rappeler aux élèves l'importance d'une bonne alimentation. Pour sa part, l'école de la Montée (pavillon St-François) de Sherbrooke réalisera son initiative *Chimie santé dans ton assiette!* visant à initier les élèves à la cuisine moléculaire.

Le Carnaval de la relâche scolaire, un plaisir hivernal

Cette année encore, la Ville de Sherbrooke invite l'ensemble de la population à participer au Carnaval de la relâche scolaire qui aura lieu du 4 au 11 mars au mont Bellevue. Plusieurs activités sont prévues pour rendre l'hiver un peu plus agréable. Parmi celles-ci on compte une compétition de ski et de planche à neige, un rail jam, une journée de cabane à sucre et de nombreuses glissades sur chambre à air. Durant toute la période du carnaval, des réductions seront offertes aux amateurs de plein air, tant en ce qui a trait aux billets de remontées, à la location d'équipement de glisse ou à l'accès aux glissades sur tubes. L'horaire complet des activités est disponible sur le site internet de la Ville.

Un coup de pouce pour changer les couches lavables

Afin d'encourager l'utilisation de couches lavables plutôt que les couches jetables, la Ville de Sherbrooke a décidé d'offrir un remboursement de 100 \$ afin d'éponger les coûts des accessoires et des couches jetables elles-mêmes aux 150 premières familles qui en feront la demande. Maintenant plus modernes, les couches lavables ont troqué la traditionnelle épingle contre des boutons-pression ou du velcro. Elles permettent d'éviter l'enfouissement des 5000 à 7000 couches jetables qui sont nécessaires à l'éducation d'un enfant à la propreté. Par ailleurs, le temps de décomposition d'une couche jetable se situe entre 300 et 500 ans, ce qui constitue un grand fardeau pour l'environnement. De plus, l'utilisation de ces dernières contribue à l'épuisement des ressources naturelles de la planète.

Des GPS dans les ambulances

Des ambulanciers de l'Estrie n'ont toujours pas de GPS dans leur véhicule et doivent donc se résoudre à utiliser des cartes routières lorsqu'ils desservent des milieux qui leur sont moins familiers. Entre autres, les paramédicaux d'Ambulance Coaticook sont dans cette situation, et doivent parfois se rendre dans le secteur de Sherbrooke pour répondre à un appel. Se faisant, ils réclament un GPS dans chaque ambulance, et leur directeur général, Jean-François Héroux se demande même pourquoi le Ministère de la Santé ne l'exige toujours pas. Ils souhaitent également que leurs ambulances soient munies d'ordinateurs véhiculaires leur donnant le trajet précis à suivre pour répondre aux cas de détresse.

MA VOITURE N'EST QU'UN MOYEN

J'écoutais récemment un épisode de *Bazzo.tv* où il y avait une discussion l'avenir du capitalisme. La conversation, principalement alimentée par Ianik Marcil et Pierre-Yves McSween, traitait non seulement de ses limites, mais surtout s'il est possible de le réformer. Ils disaient, par exemple, que, depuis les années 70, ce système économique est devenu «une machine à bouffer le pouvoir politique par le pouvoir économique». Une discussion qui a suscité chez moi une réflexion profonde... en voici les fruits.

Pour moi, le constat est clair: le capitalisme engendre des problèmes qui commencent à avoir un impact majeur sur sa capacité à perdurer de manière efficace. Dans le livre *The Limits to Growth*, écrit en 1972, on prédit l'effondrement du capitalisme vers le milieu du 21^e siècle. Les raisons de son effondrement: la pollution, la perte de croissance et une économie basée sur la croissance perpétuelle alors que nous vivons dans un monde aux ressources limitées. N'est-ce pas ce dont on parle constamment depuis 10 ans? Cette fin semble être inévitable, voire à nos portes.

Présentement, une question me hante: est-ce que nous pouvons vivre dans ce système? L'Homme est-il capable de vivre et d'être heureux dans ce contexte? Je ne parle pas de survivre, ni de «métro-boulot-dodo», ni d'inspirer et d'expirer. Je parle de vivre pour quelque chose... et non survivre.

Le taux d'épuisement professionnel augmente chaque année. Selon l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés, il y a 16 ans, 30 % des absences en milieu de travail était en lien avec la santé mentale. Aujourd'hui, c'est plus de 50 %. Parallèlement à cela, on demande à la jeunesse d'étudier dans une optique de rentabilité et de performance sur le marché du travail. Dans le fond, ce qu'on nous dit, c'est que ce qui n'est pas économiquement rentable doit être une passion ou un hobby, sinon cela est un mal et un poids économique et il ne le faut pas. Oh non! Mon diplôme devient alors la facture qui prouve ma vente au *Capital* plutôt que la clé de ma liberté intellectuelle.

Cela n'est pas sans conséquence. À force de s'éloigner de soi, l'humain

n'a pas d'autres choix que de s'aliéner face aux demandes externes et aux pressions sociales si ce qu'il aime n'est pas rentable sur le seul et unique critère de l'économie. Parce qu'il faut le dire, ce qui est rentable n'est pas forcément économique et ce qui est économique n'est nécessairement rentable. Pour accepter cela, l'Homme doit alors s'aliéner s'il veut pouvoir y arriver. Par contre, nous savons que l'aliénation ne se résorbe pas dans la joie, le bonheur et la crème glacée format Costco... nous sommes de plus en plus nombreux à le découvrir.

Sous le régime de l'économique, on nous apprend à gagner notre vie. Le verbe est fort: *gagner*. Étrangement, j'ai toujours pensé qu'elle m'était acquise. Pour mériter le bonheur, il faut travailler et être productif. Voilà, peut-être, la plus belle réalisation du capitalisme: il

a été capable de transformer un moyen en finalité. Voilà le nœud du problème.

À la base, l'économie capitalisme était un moyen parce qu'elle me permettait de tendre vers une finalité quelconque et souhaitée, les programmes sociaux par exemple. C'est comme si je m'achetais une voiture pour pouvoir aller voir ma copine, chaque semaine, à Montréal. La voiture est mon moyen pour aller vers la finalité, ma copine.

Or, au fil du temps, l'économie a réussi à devenir cette finalité. Maintenant, on se demande si, pour garder ma voiture (le capitalisme), je ne dois pas laisser ma blonde (les programmes sociaux). Prendre le bus n'est pas une option... la voiture doit absolument rester. Voilà l'absurdité de l'idée, mais aussi de notre monde.

Nous souscrivons à tout cela de manière consentante, candide

ou, pire encore, irréfléchi. Sous cette optique, la dépression n'est que le résultat. La finalité non voulue, mais inévitable lorsqu'on dénature les idées, lorsqu'on dénature les idéaux humains.

Une personne à faible revenu aura peut-être l'impression, même si cela est faux, qu'elle a manqué sa vie parce qu'elle n'arrive pas, contrairement à ce qui est voulu, à accumuler du capital. La personne riche, elle, lorsqu'elle le sera, peut se rendre compte que cette finalité est vide de sens si elle ne cherchait qu'à faire de l'argent. Et finalement, la classe moyenne qui, toute sa vie, va courir après cet idéal de confort économique, qui est en fin de compte un idéal de consommation qui peut épuiser à la longue ou désillusionner lorsqu'à terme. Un gros mal de vivre, une petite rencontre, des petites granules et on repart, l'économie doit continuer de fonctionner...

elle! «Fainéant» dirait monsieur Bouchard. Parce que c'est ça être lucide...

L'Homme doit tendre vers le bonheur pour pouvoir vivre sainement et s'accomplir. Il doit vivre pour devenir ce qu'il veut être et non ce qui est raisonnable. La rationalité n'est pas un idéal, c'est, au mieux, une chimère. La vie n'est pas qu'une série d'obligations, mais un lieu de création. Einstein a dit qu'«on ne résout pas un problème avec les modes de pensée qui l'ont engendré». Ce système engendre de plus en plus de détresse humaine et de violence psychologique. Nous sommes du capital humain, rien de moins, mais certainement rien de plus. À nous de voir, mais personnellement, je ne veux plus tenir dans une colonne comptable.

Félix Morin



(Photo: bp.blogspot.com)

ET VOUS, SOUFFREZ-VOUS D'INFOLISME?

S'il est un beau luxe que d'être à l'affût des grands et petits bouleversements de notre époque via l'Internet, la télévision, la radio et les journaux, il advient que certaines personnes s'y prêtent trop avidement. En effet, pour plusieurs, se tenir au fait de l'actualité n'est pas qu'une simple routine matinale, ce n'est rien de moins qu'une manière d'exister. Épris d'une peur insatiable de rater quelque chose, ils consomment l'information en perfusion. De plus en plus répandue, cette tendance comportementale se voit même -comble de la modernité- «psychologisée» sous l'appellation d'«Infolisme», qui se résume en une dépendance à l'information.

Je l'admets, c'est mon cas: comme plusieurs, il me faut avoir tout lu, tout écouté, tout visionné. À chaque matin, j'épluche les journaux de façon quasi-frénétique et j'ai toujours cette impression qu'il me faille «rattraper» le flux de nouvelles sur la Toile. Sans surprise, mes journées se muent en une vaste quête dédiée à la recherche d'informations.

Dernièrement, pour stopper l'incessant flot d'informations que je laisse affluer sur ma personne, j'ai pris la route de la campagne, histoire d'expérimenter les bienfaits d'une «déconnexion», vous savez, cette technique d'écopsychologie à la mode. Durant ces quelques jours passés à la campagne (où j'ai pu retrouver toute la grâce d'un soleil qui se

lève et autres manifestations poétiques du quotidien), il m'a été possible de ne plus vivre par l'entremise de «la nouvelle» et ainsi m'extirper de mon passe-temps à saveur pathologique. Coupé des journaux et d'une connexion Internet, j'ai retrouvé une béatitude et une paix d'un autre temps.

Malheureusement, cette gaieté naturaliste ne dura qu'un temps, vint l'inévitable retour à la réalité urbaine. Peu à peu, tel un toxicomane de l'information, je retrouve cette pulsion qui me consume et m'enivre, je retrouve ma «dose» qui rythme mes journées et alimente les discussions avec mes semblables. Un peu comme retrouver le

goût de l'alcool après un long sevrage, c'est un péché exquis. Misère, est-ce donc impossible d'échapper à l'ivresse des flux d'informations?

Étienne
Boudou-Laforce



(Photo: thequirer.fr)

ÉLARGISSEZ
VOS PERSPECTIVES,

**DEVENEZ UN DIPLÔMÉ
DE L'ÉTS**



Alexandre

L'ÉTS est une constituante du réseau de l'Université du Québec



SÉANCES D'INFORMATION



PROGRAMME COURT | DESS | MAÎTRISE

+ TECHNOLOGIES DE LA SANTÉ

Obtenez des connaissances avancées pour concevoir, intégrer et évaluer la technologie médicale.

5 MARS À 17H

+ GESTION DES INFRASTRUCTURES URBAINES

Développez vos compétences en gestion des infrastructures urbaines intégrant les aspects technico-économiques de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, de la gestion pluviale et du transport urbain.

12 MARS À 17H

+ GÉNIE AÉROSPATIAL

Spécialisez-vous en conception et fabrication en aéronautique, en avionique et commande ou en développement de produits et intégration des systèmes.

20 MARS À 19H

INSCRIVEZ-VOUS À LA SÉANCE DE VOTRE CHOIX :

WWW.ETSMTL.CA/SEANCES | BPPA@ETSMTL.CA | 514 396-8474

ÉTS

Le génie pour l'industrie

École de
technologie
supérieure

SOLIDAIRE POUR LA CAUSE

Le 12 février a eu lieu le lancement de la campagne de financement pour le Carrefour solidarité internationale à l'hôtel Delta de Sherbrooke. Pour l'occasion, plusieurs invités de marque étaient sur place, dont l'honorable ex-premier ministre du Québec Bernard Landry. L'organisme espère récolter 600 000 \$ sur trois ans afin de continuer ses opérations.

Guillaume Turcotte

Le Carrefour solidarité internationale (CSI) est un organisme humanitaire qui déploie actuellement plusieurs missions humanitaires à travers le monde. Ses efforts ont permis de lutter contre la malnutrition au Mali, de contribuer au reboisement en Haïti, de faire respecter les droits sexuels des jeunes filles au Pérou et d'offrir des formations diverses en République dominicaine.

En plus de son travail à l'étranger, l'organisme agit en tant qu'agent de développement local. Chaque année, il organise des ateliers de sensibilisation sur les enjeux internationaux pour des adolescents provenant de partout en Estrie et permet aussi à une centaine de jeunes de participer à des expériences de coopération outre-mer. De plus, fait intéressant, grâce au partenariat du CSI avec plusieurs entreprises, Sherbrooke a été la première grande ville du Québec à être accrédité ville équitable par Fairtrade Canada.

Lors de l'évènement, le CSI a aussi annoncé la mise pied d'un comité jeunesse à Magog, venant se rajouter à celui déjà présent à Sherbrooke. Ceux-ci permettent aux jeunes de faire entendre leur voix auprès de leurs élus et de prendre part à la vie démocratique de leur municipalité.

L'objectif de financement vise à maintenir et améliorer tous les projets du CSI. Le lancement profitait de la présence de plusieurs invités de marque pour appuyer la campagne. Mis à part Bernard Landry, on y retrouvait notamment Mme Louise Boisvert, présidente et éditrice de *La Tribune*, et Mme Marie-France Bélanger, directrice générale du Cégep de Sherbrooke. L'annonce du lancement de la campagne a

été faite en conférence de presse, où l'on a appris que déjà 40 % des 600 000 dollars visés avaient été amassés.

«Penser global, agir local»

Après la conférence de presse, une conférence-bénéfice a été donnée et Bernard Landry en a profité pour parler de l'importance d'organisme comme le CSI, mais il s'est aussi

étendu sur l'avenir du capitalisme, la mort du communisme et l'avenir économique de notre société. Connu pour ses qualités d'orateur, M. Landry a offert aux invités présents un exposé très intéressant sur les changements qu'opère la mondialisation dans le monde. Selon lui, celle-ci annonce la fin du protectionnisme et un partage des idées entre les peuples. Lui

qui a donné des conférences à des étudiants en Égypte et en Chine, à témoigner d'un changement de mentalités dans ces pays, eux qui partagent maintenant des idéaux d'un monde plus juste.

Enchaînant avec le procès du communisme et du capitalisme, démontrant que ces deux systèmes appliqués dans leur extrême

ne fonctionnent pas, il a plaidé pour une société plus juste et équilibrée. Il a ajouté qu'une telle société a besoin d'organismes comme le CSI et doit miser sur la coopération internationale et le développement local: «Penser global, agir local».



(Photo: Christine Chamberland)


LE MONTAGNAIS
VILLAGE UNIVERSITAIRE
346-1254
Télec.: 346-1423
1970, 204, rue du Montagnais
Sherbrooke

WWW.

Location d'appartements
2 1/2 - 3 1/2 - 4 1/2 - 5 1/2 et chambres

lemontagnais
.com

VILLAGE UNIVERSITAIRE

BERTSCHI SONDE LES SHERBROOKOIS

Après une tournée nationale d'un an pour tâter le pouls des Canadiens, David Bertschi se lance dans la course à la chefferie du Parti Libéral du Canada (PLC). Rencontre avec celui-ci.

Nora T. Lamontagne

Bertschi est l'un des neuf candidats à briguer le titre de chef du Parti Libéral du Canada. Avocat de formation, il était jusqu'à récemment à la tête d'une firme de 28 employés. Pourtant, il insiste: pas besoin d'être avocat pour devenir chef du PLC. Ce qu'il faut, c'est surtout une personne avec de l'expérience, des idéaux et de la persévérance. Et bien sûr, de la motivation. C'est, après tout, la sixième course à la chefferie du PLC en aussi peu que neuf ans.

Rétablir l'avantage canadien

Le slogan de M. Bertschi est «*Rétablir l'avantage canadien*». Qu'est-ce que c'est que cela? Pensez american dream, adapté à notre réalité nationale. Bertschi se souvient avec nostalgie de sa propre enfance, à une époque où l'éducation était accessible à tous, où le système de santé était efficace et où les emplois n'attendaient que les curriculum vitae. C'est ce qu'il compte bien restaurer, puisque les Canadiens ont vraisemblablement «de moins en moins d'espoir»...

Défait aux dernières élections par un petit pourcentage, M. Bertschi

croit que ce revers peut devenir un atout. De cette manière, il n'est ni biaisé, ni «lié à l'establishment du parti». Selon lui, les politiciens de carrière auront beaucoup de mal à comprendre de quelle manière on peut faire de la politique différemment. Parce que, on ne se le cachera pas, le parti libéral n'est dans son meilleur état... Même s'il s'est fait proposer de se présenter au provincial pour remplacer Dalton McGuinty du parti libéral de l'Ontario, Bertschi estime être un politicien fédéral avant toute chose.

Bertschi contre les autres

Bertschi est un parmi neuf autres. Il se distingue du candidat-vedette — que dis-je, du candidat-star — Justin Trudeau en n'étant pas le fils de Pierre Elliot. Né à Sainte-Adèle, il a plutôt été élevé par une mère monoparentale, avant de payer lui-même ses études de droit. Il met de l'avant son expérience «dans la vraie vie» quand vient le temps de le comparer à Trudeau. On s'accordera pour dire que son slogan, «*Rétablir l'avantage canadien*», a beaucoup plus de classe que celui de sa consoeur Karen «*Karen pour le Canada*» McCrimmon.

S'il est élu, il devra aussi s'opposer aux politiques de Stephen Harper. M. Bertschi lui conseille d'ailleurs de faire preuve de plus d'ouverture, au nom du bien-être du Canada. «Il n'existe pas de monopole sur les bonnes idées!», plaide-t-il dans un français qui n'est pas sans rappeler celui d'un certain Jean Chrétien...



(Photo: Courtoisie)

GARDER LE TALENT EN ESTRIE

Accueillant plus de 17 000 étudiants sur son campus principal et celui de la santé, l'Université de Sherbrooke est reconnue pour sa cote, l'une des meilleures au Canada. Plusieurs étudiants prennent le chemin de l'Estrie pour venir étudier dans le domaine qui les passionne. Toutefois, lorsque les études sont terminées, nombre d'entre eux ne demeurent pas dans la région pour pratiquer leur métier. Pourquoi?

Stéphanie Collin

Le phénomène de l'exode des étudiants m'a paru évident à ma rentrée à l'Université à l'automne 2012. Plusieurs de mes chargés de cours ne provenaient pas de Sherbrooke et devaient voyager afin de venir enseigner ici. Je me suis donc questionnée à savoir pourquoi ce phénomène existait.

Après mes recherches, je me suis rendu compte que la ville de Sherbrooke et la région de l'Estrie n'offraient pas assez de perspectives d'emplois intéressantes pour les étudiants. Les étudiants terminant leur bac ont donc tendance à s'exiler ailleurs que dans l'Estrie pour pratiquer le métier qui les passionne. Selon Émilie Viau, chargé de cours au département des lettres et des communications, la perspective d'emploi à Sherbrooke est assez mince et peu diversifiée. On compte entre autres le secteur des services et de l'enseignement ainsi que des industries et des usines. Cette situation expliquerait en partie l'exode de jeunes talents.

L'Université doit donc aller chercher son personnel «à l'étranger». Dans certains cas, des frais sont déployés pour le transport et l'hôtel où doit résider un chargé de cours durant les jours en fonction. C'est le cas d'Émilie Viau qui fait le voyage à toutes les semaines en provenance de Montréal.

L'UdeS a également constaté

la situation et a décidé d'agir en conséquence. Depuis maintenant trois ans, le plan d'action *Réussir 2010-2015* a été mis sur pied entre autres afin d'aider les étudiants à s'épanouir et à réaliser leurs objectifs dans la région suite à leur session d'étude à l'Université de Sherbrooke. Plusieurs alliances ont été faites dans le but de satisfaire davantage les étudiants. On parle notamment d'ententes avec l'Université Bishop's et la Ville de Victoriaville.

Toutes les actions déployées dans le projet *Réussir 2010-2015* sont mises en œuvres afin de garder la main d'œuvre qualifiée ici, en Estrie. Au beau milieu de ce plan d'envergure, nous verrons d'ici peu de temps si ces démarches ont porté ses fruits.



(Photo: Pedro Mendonça)

SEMAINE DE LA SOUVERAINETÉ À L'UDES

En 1837-1838, les Patriotes combattent l'occupation anglaise qui s'impose au peuple canadien dès 1760 par la prise de Québec et en 1763 par la signature du Traité de Paris. Suite à l'échec de cette rébellion, le clergé reprend le flambeau nationaliste, le faisant passer d'un nationalisme identitaire et territorial à un nationalisme plus religieux et linguistique.

Samuel Pépin

La souveraineté du Québec: des Patriotes à aujourd'hui

En 1837-1838, les Patriotes combattent l'occupation anglaise qui s'impose au peuple canadien dès 1760 par la prise de Québec et en 1763 par la signature du Traité de Paris. Après l'échec de cette rébellion, le clergé reprend le flambeau nationaliste, le faisant passer d'un nationalisme identitaire et territorial à un nationalisme plus religieux et linguistique. Face au désir croissant de la couronne d'assimiler les chrétiens francophones du Canada, les évêques font office de défenseurs de la langue, de la religion et de la culture qui nous sont propres. Par la suite, l'idée d'indépendance s'amenuise peu à peu.

L'accession à l'indépendance: une idée populaire

Le nationalisme québécois commence à reprendre forme dans les années 1930 après la création de l'Union Nationale de Maurice Duplessis. Par la suite, d'autres partis nationalistes voient le jour, comme le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) créé en 1960. Au début, le RIN est un mouvement citoyen de gauche et très combatif. Le but de ses membres est l'accession à l'indépendance du Québec. Ce mouvement prend de l'ampleur et gagne en crédibilité dès 1963 en devenant un parti politique. L'année suivante, Pierre Bourgault, grand militant combattant les injustices sociales, accède à la chefferie du parti et réussit à obtenir 5,6 % des votes à l'élection de 1966.

Malgré le faible score obtenu par ce parti souverainiste, l'idée de l'indépendance reste un sujet omniprésent à cette époque. En fait, le parti qui gagne les élections de 1966, l'Union Nationale, est fortement autonomiste et le Parti libéral du Québec (PLQ), le parti d'opposition, compte dans ses rangs certains éléments nationalistes non négligeables, tel que René Lévesque.

C'est en 1968 que l'on voit naître le Parti québécois (PQ). Ce nouveau parti politique

est le résultat de la fusion du Mouvement Souveraineté-Association, créé par René Lévesque après sa rupture avec le Parti libéral du Québec, du Ralliement national (RN) et des membres du RIN suite à sa dissolution, 12 jours après la fondation du PQ. Avec l'arrivée de ce nouveau parti politique, soutenu par une grande partie de la population, l'idée de la souveraineté gagne en intérêt. Nous devons attendre jusqu'en 1976 avant que le PQ ne puisse former un gouvernement majoritaire et entreprendre de réelles actions allant dans le sens de ses intérêts.

De la parole aux actes

Étant de plus en plus populaire, le Parti québécois, après quatre années passées au pouvoir, va de l'avant et lance une campagne référendaire. Avec un taux de participation de 85 % et un appui de 40 % de la population, il est clair que la souveraineté du Québec est un enjeu de taille et menace la survie même du fédéralisme canadien.

Après ce premier essai des indépendantistes, le gouvernement de Pierre Elliott Trudeau procède au rapatriement de la constitution en 1982. Toutefois, le rapatriement ne se

fait pas sans heurts. Après deux jours de négociations entre les provinces et le gouvernement fédéral, la nouvelle constitution, incluant la Charte canadienne des droits et libertés, est signée sans la présence du premier ministre du Québec, René Lévesque. Cet affront politique du Canada envers le Québec est très mal perçu par le gouvernement et par un bon nombre de citoyens québécois.

Dans le but de régler ce problème constitutionnel, par le concours du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux, l'Accord du Lac Meech est mis sur pied, en 1987, dans le but d'inclure le Québec au sein de la constitution. L'entente vise à intégrer dans la constitution de 1982 les demandes du Québec, mais pour ce faire, l'entièreté des chambres législatives provinciales doit accepter ce processus avant 1990. Toutefois, deux provinces refusent d'entériner la proposition du fédéral. À la suite de cet échec, l'appui à la souveraineté grimpe à plus de 70 %.

Pour tenter de régler une seconde fois le conflit constitutionnel qui subsiste entre la province de Québec et le gouvernement fédéral, l'Accord de Charlottetown voit le jour

deux ans plus tard en 1992. Il est censé régler une bonne fois pour toutes les différends causés par le rapatriement de la constitution. Malgré les efforts concertés des gouvernements provinciaux et du fédéral, l'accord échoue.

Aux élections de 1993, le Parti québécois de Jacques Parizeau profite du mécontentement des Québécois et prend le pouvoir. Le processus référendaire est à nouveau enclenché et un référendum a lieu en octobre 1995. Une fois de plus, le clan souverainiste subit une défaite, mais cette fois l'appui à l'indépendance est de 49,4 %. Suite à la découverte de plusieurs manœuvres douteuses ayant eu cours lors de ce référendum, plusieurs disent qu'il s'agit d'un vol plutôt que d'une défaite.

La souveraineté: une question encore d'actualité Plus de 17 ans déjà nous séparant du référendum de 1995, et pourtant la question de l'accession à l'indépendance demeure un sujet d'actualité. Aujourd'hui, trois partis politiques importants se disent indépendantistes. En effet, le Parti québécois a toujours l'indépendance du Québec à son programme, mais son article 1 s'effrite toujours un peu plus et donne lieu

aujourd'hui à une position qu'on pourrait quasiment qualifier d'autonomiste avec sa démarche de «gouvernance souverainiste».

Bien que le Parti québécois continue de clamer qu'il détient le monopole sur la question de l'indépendance du Québec, il apparaît moins convaincant qu'avant. En effet, Québec solidaire a lui aussi un article sur l'indépendance du Québec, même si les questions sociales demeurent prioritaires.

Pour sa part, Option nationale (ON), nouveau parti dans l'arène politique depuis l'automne 2011, semble attirer de plus en plus l'attention des Québécois, et particulièrement des jeunes, ce qui dément les propos de plusieurs personnes qui prétendent que l'indépendance du Québec n'intéresse plus personne. Ces mêmes jeunes qui sont convaincus que l'accession à l'indépendance est la seule solution économique et politique viable pour que le Québec puisse jouir d'un réel essor tant au niveau national qu'internationale.

Jour	Quoi?	Qui?	Où?	Quand?
11 mars	La péréquation dé-mystifiée	**à confirmer**	Carrefour de l'information de l'UdeS	Lundi 11h30
	La lutte des peuples et le colonialisme au Québec comme ailleurs	Patrick Bourgeois et Serge Granger	Carrefour de l'information de l'UdeS	Lundi 13h00
12 mars	La souveraineté alimentaire	Frédéric Paré, François Bourassa et Claire Bolduc	UdeS, D7-2023	Mardi 12h00
	Chef d'Option nationale **à confirmer**	Jean-Martin Aussant	Cégep de Sherbrooke, 2-53-284	Mardi 12h00
	Chef d'Option nationale	Jean-Martin Aussant	UdeS, local à confirmer	Mardi 16h00
	Dégustation de cidres (billets à 20\$)	Jean-Martin Aussant	UdeS, mezzanines du pavillon multifonctionnel	Mardi 18h00
13 mars	Les anglophones et l'indépendance	Robin Philpot	** à confirmer **	Mercredi sur l'heure du midi
	La gauche, la droite et l'indépendance	Mathieu Bock-Côté et Jean Barbe	Carrefour de l'information de l'UdeS	Mercredi 14h00
14 mars	Débat étudiant sur la question de l'indépendance	Étudiants de l'UdeS	Centre judiciaire de la Faculté de droit	Jeudi 11h30
	Spectacle indépendantiste	Cardinal, Alex Nevsky, Jason Bajada et plusieurs autres	Boquébrière, 50 Wellington Nord, Sherbrooke	Jeudi 19h00

ROBINSON DÉTERMINÉ

Assis sur une chaise d'un cégep, un homme sombre et aux yeux pétillants livre à de simples étudiants à peine majeurs le fond de sa pensée sur sa cause et sur le monde qui l'entoure.



Alexandre Faille

J'ai eu l'immense privilège de rencontrer Claude Robinson dans le cadre du tournage d'un bref documentaire sur sa cause il y a de cela trois ans déjà. Bien qu'un peu méfiant, l'homme qui se tenait alors devant mon équipe et moi n'inspirait en rien le mépris. Sa haine bouillonnante envers les copieurs de son œuvre *Les aventures de Robinson Curiosité* dépassait cependant ce que pouvait contenir notre modeste local d'entrevue, si bien que Claude Robinson a littéralement subtilisé une parcelle de ma naïveté durant cette entrevue: je ne l'ai jamais récupérée.

Rappelons tout d'abord les faits: Claude Robinson est engagé dans une bataille juridique depuis maintenant un peu plus de quinze ans avec le géant télévisuel déchu Cinar, Ravensburger Film, France

Animation et RTV qu'il accuse d'avoir plagié son œuvre originale, *Les aventures de Robin Curiosité*, une série destinée aux enfants et qui sera popularisée au petit écran sous le titre *Robinson Sucroë*.

Bien que justice ait déjà été rendue en 2009, alors qu'un juge avait ordonné aux fautifs un dédommagement se chiffant à 5,2 millions de dollars, Claude Robinson a vu la Cour Suprême du Québec réduire son indemnisation à 2,7 millions de dollars seulement deux ans plus tard. Exaspéré par ce coup de sabre injuste, Claude Robinson porte sa cause au plus haut tribunal du pays. Ironiquement, les studios accusés contestent eux aussi le jugement de culpabilité qui leur a été décerné.

«Une conduite scandaleuse infâme et immorale»

Voilà les termes utilisés par le juge Claude Auclair lors du jugement rendu en 2009. C'est peu dire sur la médiocrité de la conscience des fautifs dans cette affaire. Comble d'hypocrisie, les avocats continuent à plaider l'innocence en cours d'appel en prétextant que la série élaborée par Claude Robinson visait l'apprentissage alors que *Robinson Sucroë* était simplement un divertissement

Ridicule!

J'en viens presque à me demander comment des gens sans scrupule de la sorte peuvent être promus aux rangs de dirigeants de ces grands groupes culturels. Les



(Photo: exruefrontenac.com)

critères du respect de l'art et de l'œuvre d'un créateur ne devraient-ils pas se retrouver au haut de la liste? L'hypocrisie qui a mené ces malfaiteurs au dernier étage de leur tour à bureau risque désormais, je le souhaite ardemment, de leur causer une chute terrible.

Marathon à la con

Le cas Claude Robinson correspond à un pot-pourri de n'importe quoi qui n'a pour but que d'essouffler un homme qui s'est juré de se battre jusqu'au bout au nom du droit d'auteur.

Car l'homme est ruiné, autant financièrement qu'intellectuellement. Comment produire d'autres illustrations, d'autres idées originales, quand on est victime de l'une des plus grandes trahisons artistiques de l'histoire du droit d'auteur. Une fraude de cette envergure ne s'efface pas, encore moins lorsque les avocats des quatre géants studios construisent des stratégies mesquines derrière les portes closes.

Claude Robinson est épuisé. Cela se ressentait déjà en 2009, dans ce petit local du Cégep André-Laurendeau, je n'ose pas imaginer aujourd'hui. Sa lutte demeure toutefois indispensable pour le respect du droit d'auteur puisqu'il en incarne désormais le symbole. À la fois le boulet et la motivation,

cette charge de responsabilité représente l'unique raison pour laquelle le créateur se présente encore devant la justice.

J'implore la Cour suprême du Canada de réaliser tout le stratagème d'épuisement déployé par Cinar, Ravensburger Film, France Animation et RTV afin de soumettre Claude Robinson aux labyrinthes d'une justice parfois incompréhensive et aléatoire.

Que le juge attiré à cette cause soie sans pitié et qu'il redonne au créateur son dû, tout en s'assurant de réprimander sévèrement les comportements des accusés afin que les prochains cas de plagiat ne s'échelonnent pas sur plus de quinze ans pour se régler.

Car l'homme est ruiné, autant financièrement qu'intellectuellement. Comment produire d'autres illustrations, d'autres idées originales, quand on est victime de l'une des plus grandes trahisons artistiques de l'histoire du droit d'auteur.

ÉDITORIAL

La directrice du Théâtre Centennial récompensée

C'est au Capitole de Québec qu'avait lieu le 17 février dernier la cérémonie des prix RIDEAU (Réseau indépendant des diffuseurs d'événements artistiques unis) qui regroupe les professionnels du milieu artistique québécois. La directrice du Théâtre Centennial de Sherbrooke, Luce Couture, a reçu l'honneur d'être la lauréate du prix RIDEAU Reconnaissance 2013. Le conseil d'administration de RIDEAU lui remet le prix RIDEAU Reconnaissance 2013 pour son apport extraordinaire à l'avancement et au rayonnement de la diffusion des arts de la scène. Luce Couture guide l'équipe du Théâtre Centennial depuis plus de 25 ans. Dans un milieu bilingue et effervescent comme celui de Sherbrooke, le Théâtre Centennial a toujours réussi à présenter des spectacles diversifiés et ouverts sur toutes les cultures. Un effort maintes fois souligné et apprécié par ses pairs.

Un Québécois décoré d'un Ours d'argent

La 63^e Berlinale s'est achevée sur une note positive pour le cinéma québécois alors que le réalisateur Denis Côté a reçu, des mains du grand Wong Kar-wai, l'Ours d'argent (prix Alfred Bauer) pour son film *Vic + Flo*, un métrage mettant en vedette Pierrette Robitaille et Romane Bohringer dans un Québec rural où amour atypique et vengeance se côtoient. L'Ours d'argent est remis au film qui «ouvre le cinéma sur de nouveaux horizons» et est considéré comme le troisième prix en importance de la Berlinale. Une autre production québécoise a été récompensée par la critique durant la Berlinale. Anaïs Barbeau-Lavalette a reçu un prix décerné par la presse internationale dans la catégorie Panorama pour son long-métrage *Inch'Allah*.

Une brochette d'artistes québécois décolleront pour le Texas

Lisa Leblanc, Peter Peter, Karim Ouellet, Plaster, Blue Hawaii et Hôtel Morphée seront les têtes d'affiche du volet Planète Québec du festival South by Southwest présenté à Austin au Texas du 8 au 17 mars prochain. La fraction québécoise de cet événement annuel en sera à une troisième édition, notamment grâce au soutien financier du Festival d'été de Québec et du Cirque du Soleil qui s'ajoutent aux commanditaires du contingent de la fleur de lys. South by Southwest, qui regroupe des centaines de professionnels du milieu musical dont des promoteurs et des gérants, favorise le réseautage des artistes émergents en sol américain. En tout, c'est près de 200 artistes, représentants d'organismes de diffusion et entrepreneurs culturels québécois qui profiteront de cette expérience.

Le premier prix du World Press Photo Award remis au photographe Paul Hansen

Grâce à sa déchirante photographie de deux jeunes cadavres transportés dans les rues de Gaza, Paul Hansen a reçu le prestigieux prix du cliché de l'année dans l'univers du journalisme. Le juge péruvien Mayu Mohanna a expliqué son choix en décrivant que «la force de cette photo réside dans le contraste entre la colère et la souffrance des adultes par rapport à l'innocence des enfants». Parmi les autres photographes honorés, on en retrouve deux de l'Agence France-Presse, soit Fabio Bucciarelli et Javier Manzano, qui ont respectivement pris les deuxième et troisième positions. Visitez le site web du World Press Photo Award afin d'apprécier les photographies récompensées par le jury pour l'année 2012.

BRÈVES CULTURE



DUMAS: PROLIFIQUE ET FESTIF!

Dans le cadre de sa tournée pour l'album *L'heure et l'endroit*, Dumas s'est arrêté pour une toute première fois au Théâtre Granada le 8 février dernier. Rencontre avec un passionné de musique fort sympathique et compte-rendu d'une prestation où il a réussi à séduire la foule!

Romi Quirion

Pour la réalisation de *L'heure et l'endroit*, sorti en mars 2012, l'auteur-compositeur-interprète s'est fait aider par ses deux acolytes Carl Bastien et Louis Legault. «Ça fait 12 ans que je travaille avec eux, je voulais me réunir avec ces deux

amis-là. Ils ont de bonnes oreilles et me relancent beaucoup. Ils me poussent plus loin au niveau de la création.»

Son dernier opus aux accents pop-britanniques, inspiré des années 60, est plus rythmé et lumineux. Les chansons y sont accrocheuses, parsemées de chœurs mélodiques et le piano y est omniprésent. Cet album est totalement à l'opposé de son projet précédent plus introspectif. Entre décembre 2008 et décembre 2009, il a passé une année en studio pour produire cinq albums. Il explique son évolution ainsi: «Je voulais quelque chose de spontané, direct... Un album énergique qui se transpose bien sur scène. Je suis content de l'avoir fait. On verra si je change d'avis dans dix ans...»

Depuis l'automne dernier, il parcourt les routes du Québec accompagné de ses trois comparses musiciens de tournée: Martin Lavallée (batterie), Alexandre Dumas (basse) et Jocelyn Tellier (guitare-percussions). «Pour moi, c'est un privilège de jouer devant un public. C'est comme si l'on recommençait toutes les fois, on s'adapte aux gens» raconte-t-il. On s'aperçoit que l'artiste prend plaisir à interagir avec les spectateurs, ce qui permet de faire place à l'improvisation et de donner des prestations uniques. La bête de scène souligne que c'est le spectacle le plus intéressant fait dans sa carrière: «On a plus de répertoire et je me fais plaisir. Je veux que les derniers *shows* avec le *band* soient le fun, car j'aimerais peut-être retourner à une carrière solo par la suite...»

Peu importe vers quels projets Dumas se dirigera, on sait qu'il saura encore nous surprendre par sa créativité! Ce dernier s'impose une discipline pour la création, puisqu'il essaie de composer chaque jour. C'est l'un des artistes québécois les plus productifs de sa génération: il cumule neuf disques solos depuis le début de sa carrière professionnelle en 1999.

Un concert d'une énergie contagieuse

Un auditoire peu nombreux (environ 300 personnes, la tempête de neige de cette soirée n'a certainement pas aidé...) a assisté au spectacle de Dumas au Théâtre Granada le 8 février dernier. C'était le baptême de l'artiste dans cette salle, lui qui était plutôt un habitué du défunt Vieux Clocher de l'UdeS. La première partie du spectacle étant plutôt tranquille, ce ne fut pas une tâche facile pour ce dernier de faire lever ce public peu démonstratif. Il y avait pourtant un bel endroit spécialement désigné pour danser devant la scène... Serait-ce à cause de l'ouverture qui était composée de chansons de *L'heure et l'endroit*, opus moins connu des spectateurs? La touche *Motown* des compositions du plus récent album aurait pu faire en sorte que ceux-ci aient le goût de se laisser emporter...

L'auteur-compositeur-interprète interpellait beaucoup l'assistance

en l'encourageant à chanter avec lui. Aussi, il nous a exprimé sa gratitude: «Merci d'avoir bravé la tempête Sherbrooke!» Ses chansons étaient personnalisées puisqu'il y insérait des mots tels que la rue King, le lac des Nations et Sherbrooke.

La deuxième moitié était plus électrique puisqu'il a interprété ses classiques comme *Alors alors*, *Au gré des saisons*, *Vénus...* Le plancher de danse est soudainement devenu plus bondé, même ceux qui étaient bien assis à leur table se sont alors levés. Le public était en symbiose avec le chanteur et la glace était pour ainsi dire brisée... Entouré de ses trois talentueux musiciens de tournée, on sentait une belle complicité sur scène. L'artiste a été généreux puisqu'on a eu droit à deux rappels et une très belle interprétation de la touchante *Linoléum* en solo à la guitare.

En terminant, il s'est adressé à la foule en spécifiant que le Granada était une très belle salle et qu'il ne comprenait pas pourquoi il ne s'y était pas produit auparavant. J'ai bien apprécié ce spectacle qui était tout en contraste: tantôt énergique et ensuite plus introspectif. Et que dire de la petite danse à la James Brown de Dumas? Difficile de ne pas être charmé!



Dumas (photo: Romi Quirion)

Mars 2013

dimanche	lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi
					1	2
					☺	
3	4	5	6	7	8	9
					☺	
10	11	12	13	14	15	16
					⚠	
17	18	19	20	21	22	23
		Dany Placard UdeS			☺	
24/31	25	26	27	28	29	30
Plants and animals Centre Culturel					☺	

LA TRANSPARENCE, POUR ÉVITER LES MIRAGES

Le 1^{er} juin 2011, lors du Forum du numérique et de la culture organisé par la SODEC, près de 200 acteurs culturels se sont rencontrés pour discuter du virage à prendre en culture, à l'ère numérique.

Guillaume Déziel, collaboration spéciale

Lors de ce forum, Jacques K. Primeau était présent. Il était entre autres responsable d'un atelier portant sur la musique et le spectacle de variétés. Monsieur Primeau a lancé une analogie pour illustrer la situation de notre industrie de la musique. De mémoire, il a dit que notre industrie est comme «un troupeau de 40 personnes marchant dans le désert», désorienté, sans trop savoir où aller dans cette nouvelle réalité du numérique. Non seulement cette phrase a frappé mon imaginaire, mais elle l'a stimulé davantage.

J'aurais effectivement tendance à dire que nous sommes une

industrie errante, avançant dans un désert inconnu, sans trop savoir quelle direction prendre. Pire encore, je dirais que les réserves d'eau menacent de manquer éminemment.

Devant ce drame, plutôt que de risquer de se laisser collectivement mourir lentement, mais sûrement, en marchant tous ensemble dans la même direction, j'aurais tendance à croire qu'il serait bien de sacrifier quelques membres du troupeau pour le bien de notre collectivité.

Pourquoi ne dirions-nous pas à deux de ces 40 membres en perdition d'aller tester une direction précise? Pourquoi ne leur suggérions-nous pas de marcher en file indienne, de sorte que si le premier sombre sous les sables mouvants, le 2^e puisse revenir en courant vers le troupeau et expliquer que ce n'était finalement pas la bonne direction à prendre... non? Et si nos deux protagonistes trouvaient en fin de compte une oasis, alors ils pourraient s'y abreuver, reprendre des forces et revenir en courant vers le troupeau pour leur annoncer la bonne nouvelle, n'est-ce pas?

Transparence

Je vous parle de cette analogie pour suggérer la notion de transparence dans notre industrie musicale; ce qui est nécessairement une des valeurs que le Web impose.

Pour moi, l'idée de revenir en courant et d'informer le troupeau se résume très concrètement à faire des rapports, à rendre des comptes. À l'heure des chamboulements provoqués par l'Internet, il serait évidemment nécessaire de tester de nouveaux modèles, de tenter des directions qui puissent paraître risquées, voire fatales. Après tout, face à la mort, on n'a rien à perdre...

Si les programmes de subvention de la culture permettent parfois d'explorer de nouveaux horizons, à quoi servent-ils réellement si leurs résultats ne sont pas accessibles à l'ensemble de l'industrie?

Je crois profondément qu'à l'heure actuelle, il vaut mieux investir des milliers de dollars dans des programmes exploratoires, que de dépenser des millions en argent public dans des programmes désuets, mal adaptés aux nouvelles réalités du numérique

et dont les résultats, souvent non optimisés, sont tenus à l'écart de la collectivité.

Argent public = données publiques

Je parle de transparence ici, puisqu'il s'agit après tout de l'argent des contribuables. Logiquement, tout argent public, qu'il provienne d'une municipalité envers des contracteurs privés, ou du ministère de la Culture envers des producteurs de musique, devrait être accompagné de comptes à rendre; du devoir de documenter.

Si un producteur obtient 50 000 \$ pour encaster (embeder) un service de webdiffusion vidéo américain dans un site Web québécois, je veux le savoir. Non seulement en tant que contribuable, mais en tant que membre du troupeau, je veux connaître les détails de la demande de subvention et les résultats concrets qu'elle a engendrés, le cas échéant. Et tant pis si cela ne donne rien... Au moins, on l'aura su; cela nous évitera de faire deux fois la même erreur. L'accès public à ces données devrait donc revenir de droit aux contribuables, par défaut.

Du Crowdsourcing pour le bien collectif

En tant que société, il faut évidemment prendre le virage de la technologie; certes il faut le prendre avec transparence. Parce que le Web est fait de sorte que chacun devient un acteur de communication, il permet aux erreurs du passé d'être les solutions de demain. Heureusement. En tant que collectivité, il est crucial que nos investissements rapportent – au bas mot – des connaissances pour tous et chacun; pour les générations d'aujourd'hui et de demain. Parce que nous payons tous pour nos programmes de subvention en culture, nous devrions tous pouvoir en retirer... au moins des connaissances. Cette idée me semble bien logique. Le Crowdsourcing est dans l'air, de toute façon.

Si les deux membres du troupeau en question que l'on a choisi de sacrifier ne nous reviennent jamais, alors nous aurons tous compris que ce n'était pas la bonne direction à prendre. Mais si ces deux personnes n'ayant rien à perdre nous reviennent en vie, saines et sauvées, alors le risque qu'elles auront pris servira dignement notre collectivité, au grand bonheur de tous.



88,3 1^{er} de La bande

CFAK HIVER 2013

LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI
 CFAK	JAZZ PRESSE LES RENDEZ-VOUS D'HIER ET D'AUJOURD'HUI	RÉVEIL EN DOUCEUR ROCK PATENTE RENDEZ-VOUS WATERLOO	LE GRAND MANTOU DE L'ACTUALITÉ PALMARES	DIXIE HOYT SHOW CINÉRAMA
MC GILLES	PARADISE HOUR	L'HEURE DE GLOIRE	ALTERNATIF 101	LES VACHES ONT RAISON
ÇA COMMENCE BIEN LA SEMAINE	FOLK 101	ROCK 101	LE GRAND DÉBAT	
SHERBROOKE DANS TES OREILLES				
LA RENVERSE				
LES BELLES SOEURS	VENT DE CHANGEMENT	L'ESTRIE EN PARLE LES CHRONIQUES DU FRIGIDAIRE	LA NOTE OUBLIÉE DEUX COLOCS ET DEMI	LE MEILLEUR DE LA RENVERSE VOIX DE BABYLONE
L'INTÉGRALE	L'EXPLORATOIRE	LE BREAK	QUOI D'AUTRE !?	BPM 88,3 AMBIANCE WEEKEND
LES RADICAUX LIBRES	QUE DU BRUIT !	BOBBY K SHOW	CAFÉ PERSÉPOLIS	BLAST O MARC
DEUX IDIOTS AU MICRO	L'ÉLITE DU MÉTAL	AYOBA	DIGITAL SOUND	ENTRE CIEL ET TERRE
PERMÉ MINENCE			OPEN HOUSE	

cfak883.usherbrooke.ca

DIVERTIMENTO, LA MUSIQUE CLASSIQUE DÉMYSTIFIÉE OPUS 20: PANNE D'INSPIRATION

Première, mais aussi dernière étape du processus créatif, l'inspiration est un phénomène complexe dont la logique échappe même aux plus grands compositeurs. Parfois abondante, elle se révèle bien souvent absente, ce qui force les créateurs à être, disons... imaginatifs. Mais prudence tout de même! Comme le disait si bien Alfred Cortot: «La musique n'est pas une poubelle dans laquelle on jette impunément ses échecs personnels.»

Pierre-Luc Trudel

Dixièmes symphonies de Beethoven et de Schubert, *Huitième symphonie* de Jean Sibelius, *Mystère* de Scriabine, *Espace* de Varèse, le manque d'inspiration, ou encore plus radicalement, la mort, sont responsables de bien des œuvres inachevées. Mozart en sait quelque chose, lui qui est décédé avant de pouvoir terminer son célèbre Requiem, mais ça, vous le savez déjà. Dans le cas contraire, relisez les *Divertimento* depuis l'opus 1, un peu de culture ne vous fera pas de mal.

C'est pas de ma faute, je suis mort!

Après sa monumentale *Neuvième symphonie*, Beethoven a commencé à esquisser une *Dixième symphonie*. «Une monstruosité musicale», estimait Schindler, son confident privilégié. «Impossible à déchiffrer par un autre que lui-même», rapporte Karl Holz, l'un de ses derniers proches. Beethoven est finalement mort avant de la compléter et, depuis ce jour, plane une malédiction sur les *Dixièmes symphonies*.

Krzysztof Penderecki expliquait au *Figaro* en 2006 que «cela s'est toujours mal terminé pour ceux qui ont essayé de composer une *Dixième symphonie*, je préfère donc m'en tenir à neuf.» En effet, bien des compositeurs ayant entrepris la composition d'une *Dixième symphonie* sont décédés avant de pouvoir la terminer, comme Schubert (qui n'a pas terminé sa *Huitième* non plus soit dit en passant) ou encore Mahler. Ce dernier n'avait d'ailleurs plus toute sa tête lorsqu'il planchait sur son ultime œuvre, vu les commentaires qu'il a laissés en marge: «Folie, saisis-moi, le maudit! Annihile-moi, que j'oublie que j'existe, que je cesse d'exister... Adieu ma lyre! Oh! Dieu, pourquoi m'as-tu abandonné? Vivre pour toi! Mourir pour toi! Amschi!» Intense. C'est simplement dommage qu'on n'ait aucune idée à qui il pouvait bien s'adresser comme ça. Il disait aussi que «celui à qui le génie fait défaut n'a qu'à s'abstenir». Eh bien, voilà une bonne chose de réglée! Surtout qu'il ne s'était jamais vraiment abstenu au cours de sa vie avec ses symphonies pouvant durer 1h40...

Autre œuvre inachevée, l'opéra *Turandot* de Puccini. Mais ce n'est pas parce qu'elle n'est pas terminée qu'on doit se priver de la présenter devant public. Le 25 avril 1926, à la Scala de Milan, le chef Toscanini pose sa baguette au milieu du troisième acte, se tourne vers le public et déclare: «L'opéra s'achève ici, car c'est à cet endroit que le Maestro est mort.» Un grand silence accueille l'annonce, bientôt brisé par un cri dans la salle, puis d'autres: «Vive Puccini!», et les spectateurs se retirent. Décidément, ils ne l'ont pas trop mal pris. Espérons tout de même qu'ils ont eu une réduction sur le prix de leur billet...

Passage à vide

Le syndrome de la page blanche, personne n'y est à l'abri, mais certains ont des moyens plus originaux que d'autres pour tenter d'y échapper. C'est le cas de Paul Creton, symphoniste américain dont les idées brillantes se manifestaient plutôt rarement. Pour s'inspirer, il avait pris l'habitude de fumer... du café moulu! Solution miracle? Probablement pas, vu les commentaires qu'il a reçus après la composition de sa *Première symphonie*: «La pièce est pleine de notes et elles sonnent toutes.» Ah oui, c'est sûr, ça semble palpitant tout ça.

Quand l'inspiration n'est pas au rendez-vous, qu'est-ce qu'un compositeur fait? Il remet au lendemain! Saint-Saëns, pas du genre stressé par la vie, a attendu 50 semaines avant de se mettre au travail sur un *Requiem* qu'on lui avait commandé. Deux semaines avant l'expiration du délai, il écrit à son éditeur, un tantinet inquiet: «Ne vous effrayez pas, ce *Requiem* sera très court.» C'est très rassurant en effet...

Même les plus grands ont vécu des passages difficiles au cours de leur carrière. Un soir, alors que le compositeur américain Samuel Barber soupe en compagnie de son éditeur Hans H. Heinsheimer, ce dernier lui pose la question suivante: «Comment se fait-il que toutes vos œuvres aient connu le succès, soient régulièrement jouées, même les plus anciennes, à l'exception d'une seule: votre *Symphonie no 2*? Celle-là, elle n'a jamais vraiment trouvé son public.» «La réponse est très simple, répond Barber sans hésiter, c'est une œuvre ratée.» Ça a le mérite d'être clair et honnête. Mais le plus divertissant reste à venir, alors que nos deux copains qui ont déjà quelques verres dans le nez profitent de cet intense moment de confiance pour s'amuser un peu. «D'ailleurs, Hans, nous devrions retourner à votre bureau pour la détruire.» Les deux hommes s'exécutent aussitôt: Barber récupère dans les archives tout le matériel de cette symphonie ratée (esquisses, partition originale, copies) et en déchire une à une chaque page (pour faire durer le plaisir, évidemment). Un coursier passe ensuite prendre deux sacs-poubelle et, conclut Heinsheimer, «c'en fut fini de la *Symphonie no 2 op.19* de Samuel Barber». Bref, d'excellents

candidats pour *Un souper presque parfait!*

Trop c'est comme pas assez

Pour d'autres, comme Olivier Messiaen, le manque d'inspiration n'est pas vraiment un problème. En 1949, Serge Koussevitski commande au compositeur français une œuvre symphonique en ces mots: «Faites-moi l'œuvre que vous voudrez, dans le style que vous voudrez, de la durée que vous voudrez, avec la formation instrumentale que vous voudrez...» Résultat, une symphonie d'une heure et vingt minutes à l'effectif instrumental aussi exotique que démesuré: la *Turangalilâ*. C'est ce qui arrive aussi quand on demande n'importe quoi, on reçoit n'importe quoi. Pas impressionné du tout par l'œuvre, Stravinsky disait: «L'écriture de telles choses ne nécessite pas plus qu'une bonne réserve d'encre.» Et de papier. Nos ancêtres n'avaient décidément aucune conscience environnementale...

Parlant d'écologie, le luthiste Hopkinson Smith n'hésitait pas à déclarer que «Bach est, comme les autres compositeurs de son époque, un musicien «écologique». Il recycle. Ses œuvres comme celle des autres». Bref, la prochaine fois qu'un prof vous accusera d'avoir plagié pour un travail, vous n'aurez qu'à lui dire que c'est en raison de vos profondes convictions écologiques. Résultats non garantis.

Vivaldi faisait pareil selon John Eliot Gardiner: «Vivaldi est capable d'inventions d'une efficacité prodigieuse, mais il les répète jusqu'à la nausée.» Ce qui faisait du compositeur un précurseur dans l'art du compostage.

Pour en revenir à Messiaen, quand l'on commence à parler de ses œuvres en kilogrammes, on a affaire à un cas typique d'*overdose* d'inspiration: «Vous savez combien pèse la partition de mon *Saint François*? Vingt-cinq kilos!», annonçait fièrement le Français. Une œuvre qui nécessite l'utilisation de lutrins renforcés, évidemment.

Un certain Jean-Sébastien Bach ne faisait pas dans la synthèse non plus. Pendant plusieurs années de sa vie, il composait une nouvelle cantate chaque semaine en prévision de la messe du dimanche. C'est certain qu'après la 200^e cantate, on peut légitimement commencer à dire qu'on a fait le tour du sujet. Malgré tout, Eugène d'Albert n'était pas tendre à l'égard du compositeur allemand: «Je sais bien qu'il y a des gens qui subissent pendant des heures ses *Cantates*, sans témoigner d'ennui apparent. Ces gens-là sont des hypocrites ou des pédants.» Ou bien ils préféreraient toujours la 158^e cantate de Bach aux discours palpitants du prêtre...

Georg Philipp Telemann ne manquait pas d'idées lui non plus, alors qu'il a composé plus de cent opéras au cours de sa vie. Bon d'accord, 99,9 % de l'humanité n'est pas capable d'en nommer un seul, mais comme on dit, c'est la quantité

et non la qualité qui compte... ou bien l'inverse.

Mais attention, trop d'inspiration peut aussi avoir des effets collatéraux à première vue inusités: «Les pianos devraient être frappés de deux impôts: le premier au profit de l'État, le second au profit des voisins», disait Georges Courteline. Et pour la batterie, une troisième au profit du quartier au complet.

Méthodes de contournement

Franz Liszt avait une manière plutôt élégante de rester productif même quand les idées de génie manquaient à l'appel. La musique techno n'a rien inventé selon Pierre Henry: «Liszt faisait déjà ça en reprenant des thèmes d'opéra au piano, par exemple. Je le considère comme l'inventeur du remix, avec ses transcriptions en tous genres – il ne manque que le tam-tam!» Bon d'accord, le monsieur se mélangeait peut-être un peu dans ses styles musicaux, mais il n'a pas tort sur le principe.

L'argent ne fait pas naître miraculeusement l'inspiration, mais disons qu'il peut lui donner un bon coup de pied dans le derrière. Emmanuel Chabrier, un brin matérialiste, allait jusqu'à préciser dans ses contrats d'édition: «Je demande pour l'orchestration de ces deux morceaux un peu plus que le prix d'un chapeau haut de forme; mettons que ça vaille un complet avec le pardessus demi-saison: 20 francs.» Et il était plutôt honnête envers lui-même concernant la qualité de son travail: «En 1856, je composais déjà des cochonneries, valse, pots-pourris et romances imbéciles.»

Heureusement pour certains, on n'a pas besoin d'être intelligent pour avoir des idées, comme l'explique Pierre Boulez en parlant de l'Américain John Cage: «Rafraîchissant, mais pas très intelligent. Sa fraîcheur provient en

fait d'une absence de connaissance.»

Peut-être faisait-il référence à l'œuvre la plus inspirée de John Cage: *4'33"*, une pièce silencieuse de 4 minutes et 33 secondes nécessitant un pianiste dont la seule tâche consiste à ne pas jouer une seule note avant la fin de la pièce. Comment ne pas être ému devant un tel désir d'innovation.

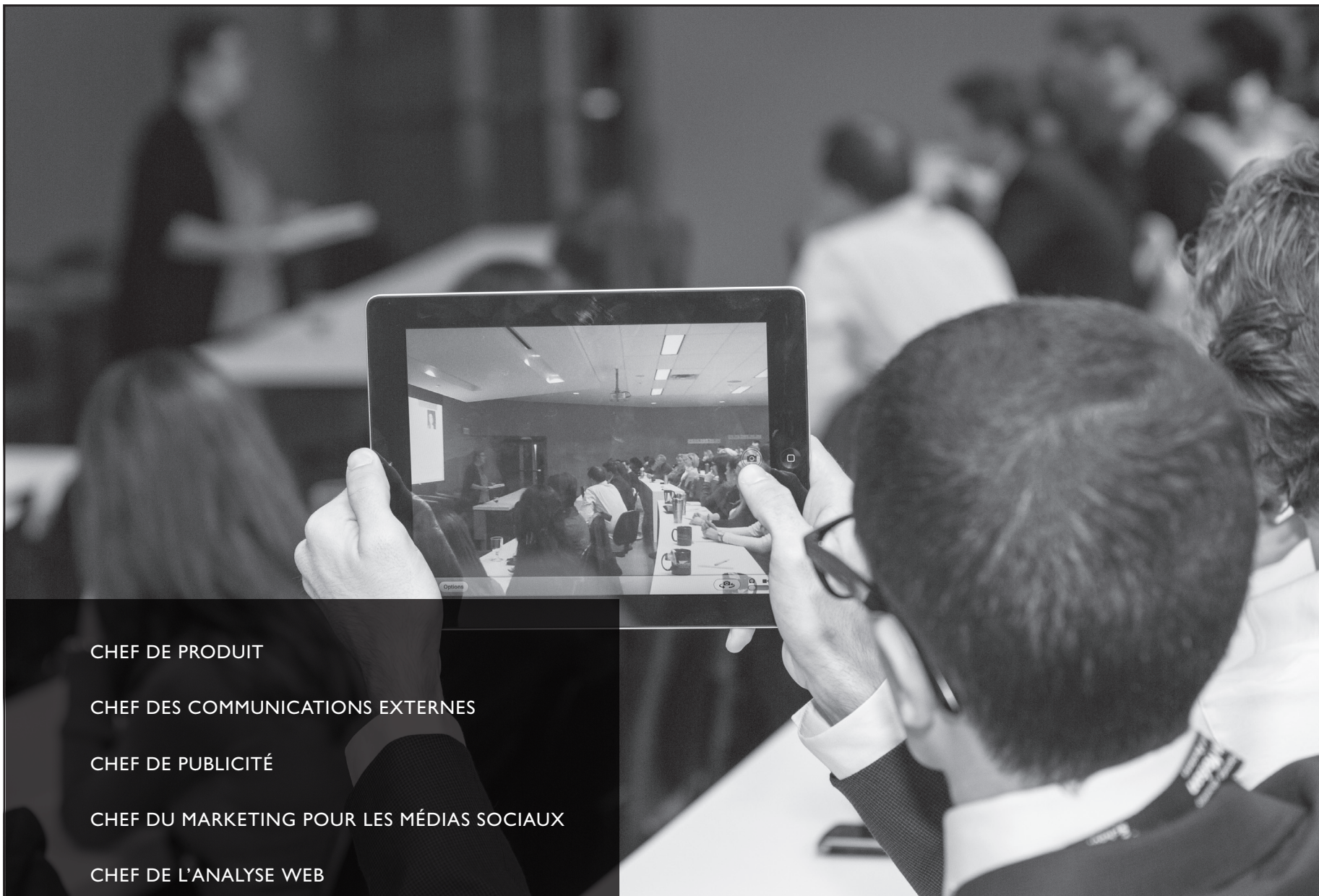
Parfois, les jeunes élèves étaient limités dans leur créativité par des enseignants aussi rigoureux que durs à suivre. «C'est défendu, mais c'est dommage, car c'est très musical. Ce chemin est strictement interdit, mais il est charmant et, mon Dieu, s'il vous plaît de le prendre, allez! Seulement, prenez garde, il ne s'agit pas de se perdre, mais de se trouver», disait Charles Koechlin à ses jeunes élèves. Ah ouais, on est beaucoup plus avancé comme ça...

Arnold Schoenberg, lui, enseignait plutôt à ses protégés que si l'inspiration ne vient pas, pas la peine d'insister: «Eh bien, si plus rien de valable ne vous vient à l'esprit, c'est que vous avez dit tout ce qu'il y avait à dire!» Encore une fois, vous pouvez essayer le stratagème avec un de vos profs dans le cas où vous remettriez un travail trop court. Les résultats sont toujours non garantis.

Mais aussi étrange que cela puisse paraître, l'inspiration va se loger partout, même dans les batteries de cuisine pour certains. En 1927, Bohuslav Martinů signe le ballet *La Revue de cuisine*, aussi connu sous le nom *La Tentation de la sainte Marmite*. Il s'agit en fait d'une courte partition narrant les amours entre la Marmite et son Couvercle, contrariées par le Fouet à crème, le Balai et le Torchon à vaisselle... Une intrigue qui mériterait à coup sûr d'être adaptée dans un téléroman diffusé à TVA.



Pianiste en pleine interprétation de *4'33"* de John Cage
(Photo: Flickr.com)



CHEF DE PRODUIT

CHEF DES COMMUNICATIONS EXTERNES

CHEF DE PUBLICITÉ

CHEF DU MARKETING POUR LES MÉDIAS SOCIAUX

CHEF DE L'ANALYSE WEB

ANALYSTE DE MARCHÉ

CHEF DES VENTES SPÉCIALISÉES

STRATÈGE EN RESSOURCES HUMAINES

SPÉCIALISTE EN FORMATION

RESPONSABLE DES RELATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

 **École de gestion**
John-Molson
Université Concordia



Développez une **EXPERTISE** dans un domaine spécialisé des affaires.

Offerte par l'École de gestion John-Molson de l'Université Concordia, la **maîtrise ès sciences en administration** prépare les étudiants de tous horizons à une carrière en :

- **Finance**
- **Gestion**
- **Marketing**

Des séances d'information auront lieu :

- **lundi 4 mars 2013 à 17 h 30; et**
- **lundi 25 mars 2013 à 17 h 30.**

Pour vous y inscrire ou pour en savoir plus, rendez-vous à johnmolson.concordia.ca/msc.

PLUS VITE, PLUS HAUT, PLUS FORT... PLUS CHER?

Pierre de Coubertin doit être en train de se retourner dans sa tombe. Le rénovateur des Jeux olympiques de l'ère moderne doit bien se demander qu'est-ce que se passe avec ses Jeux. Après le succès de cet été à Londres, les nouvelles controversées se multiplient, avec les Jeux de Sotchi qui seront les plus chers de l'histoire, le retrait de la lutte qui ne fait pas du tout l'unanimité et l'accusation pour meurtre d'une figure emblématique des Jeux paralympiques. Déjà que le CIO en avait plein les bras avec Lance Armstrong...



(Photo: sport-buzz.fr)



Vincent Régis

Au début du mois, on a lancé le compte à rebours des Jeux d'hiver de Sotchi, en Russie, qui se dérouleront l'hiver prochain. Le comité organisateur russe, pas peu fier, a annoncé que ce seront les plus grands Jeux de l'histoire, rien de moins, et qu'il avait investi une somme record pour y arriver.

Le vice-premier ministre a annoncé qu'ils coûteront 50 milliards de dollars américains.

50 milliards pour deux semaines de compétitions sportives. Pour des Jeux d'hiver en plus, qui sont moins populaires que les Jeux d'été, moins achalandés et qui présentent moins d'épreuves.

50 milliards, c'est 25 fois le budget des derniers Jeux d'hiver, au Canada. On le trouvait élevé le budget, imaginez la population russe. C'est 3 fois le budget annuel de la santé en Russie. Jusqu'à présent, 37 milliards ont été dépensés, dont 25 proviennent des fonds privés. Le reste provient des contribuables. On est loin du Colisée de Québec, mettons.

Je pensais qu'on avait atteint l'apogée du ridicule lors des Jeux de Pékin en 2008, qui avaient

coûté quelque 44 milliards. Dépenser autant d'argent pour une compétition de deux semaines demeure un non-sens, à mon avis, peu importe les retombées économiques, le prestige ou la fierté que ça peut apporter à une ville.

Bref, ces Jeux risquent de faire parler beaucoup d'ici février 2014. En plus des importants retards de construction (qui rendent Vladimir pas trop content), le climat de Sotchi commence peu à peu à soulever des questions. Voyez-vous, la moyenne de température pour Sotchi à ce temps de l'année est de... 9 degrés. Il peut neiger à Sotchi, mais ce n'est pas la norme, qu'on dit. Des Jeux d'HIVER.

La cerise sur le sundae: l'organisme Human Rights Watch a dénoncé les conditions de travail horrible des travailleurs des chantiers de Sotchi. Bref, tout va bien.

La lutte olympique en péril
Le monde de la lutte (la vraie lutte, pas Hulk Hogan) s'est soulevé lorsque le CIO a annoncé son intention de retirer le sport en vue des Jeux d'été de 2020. La lutte, un des sports fondateurs des Olympiques modernes et même antiques, pourrait ne plus faire partie des compétitions olympiques.

Pour y rester, elle devra lutter (sans faire de jeu de mot plate) avec 7 autres sports qui tenteront d'entrer aux Olympiques: le squash, l'escalade, le karaté, le wushu (art martial), le baseball/softball, le wakeboard et les sports de roller.

Je verrais très mal la lutte se faire

évincer au profit du roller. Il y a peu de chances que ça arrive, mais imaginez la face du gars qui apprend que son sport est exclu et qu'un autre prend sa place en faisant des ronds en rollerblade. Pour le sport, ça serait une catastrophe.

Le squash est probablement le plus sérieux rival de la lutte. Roger Federer, vedette du tennis et ancien numéro un mondial, a annoncé qu'il ferait campagne pour l'entrée du squash au JO de 2020.

La décision finale sera prise en septembre, en même temps que le choix de la ville hôte. D'ici là, les organisations de lutte promettent de mettre de la pression pour sauver leur sport.

50 milliards, c'est 25 fois le budget des derniers Jeux d'hiver, au Canada. On le trouvait élevé le budget, imaginez la population russe. C'est 3 fois le budget annuel de la santé en Russie.

Du volleyball de haut calibre à Sherbrooke

Le Championnat canadien de volleyball universitaire féminin aura lieu cette année à Sherbrooke du 28 février au 2 mars prochain. Les meilleures équipes universitaires au pays seront alors de passage dans la région afin de ramener le titre de Sport interuniversitaire canadien (SIC) chez elles. Le tournoi mettra aux prises 8 équipes, soit les 4 championnes des 4 divisions de SIC, l'équipe hôte, une autre équipe du Québec et deux équipes de l'Ouest. Le prix d'un laissez-passer pour tout le tournoi est de seulement 20 \$ pour les étudiants. Profitez-en pour venir admirer le talent du Vert & Or et pour encourager votre équipe!

Récolte impressionnante du Vert & Or

Les joueurs de volleyball du Vert & Or, tant du côté masculin que féminin, ont été récompensés pour leur belle saison lors de l'annonce des équipes d'étoiles et des honneurs individuels le 20 février dernier. Du côté des filles, Roxanne Hasseni a été proclamée joueuse par excellence de l'année, tandis que ses coéquipières Raïssa Nasser et Andréanne Whittom ont respectivement été nommées recrue et libéro de l'année. L'entraîneur de l'équipe féminine, Denis Fontaine, a quant à lui été nommé entraîneur de l'année. Il en est à sa troisième saison à la barre du Vert & Or. Chez les hommes, Daniel Moreau a mérité le titre de recrue de l'année et Olivier Guimond a été élu libéro de l'année.

Raonic champion à San José

Milos Raonic a été sacré champion du tournoi de San José pour une troisième année consécutive lorsqu'il a vaincu l'Allemand Tommy Haas en deux manches de 6-4 et 6-3. Raonic n'a toujours pas perdu en 12 matchs à San José en trois tournois. En 2011, il y avait emporté son premier titre majeur après avoir reçu un laissez-passer des organisateurs. L'Ontarien de 22 ans seulement, considéré comme un potentiel Top 10 mondial, a ainsi mis la main sur un 4e titre en carrière. Il a toutefois perdu un rang au classement de l'ATP, reculant du 13^e au 14^e.

Pascal/Bute

Les rumeurs s'intensifient au sujet du possible affrontement entre les deux boxeurs québécois vedettes Jean Pascal et Lucian Bute. Les deux clans, GYM et Interbox, ont confirmé que des pourparlers avaient eu lieu quant à la possibilité d'un tel affrontement, mais que rien n'était encore officiel. La date du 25 mai serait sur la table, alors que le duel pourrait avoir lieu au Centre Bell ou même encore au Stade Olympique. L'affrontement pourrait également survenir à l'automne 2013. Une chose est confirmée cependant: le combat se fera à 175 livres, soit 8 livres au-dessus du poids habituel de Lucian Bute.

UN ENGOUEMENT INDISCUTABLE: PLUS DE 90 000 PERSONNES ONT FRANCHIS LES PORTES DU PALAIS DES SPORTS

Lorsque Jocelyn Thibault et son groupe ont annoncé le retour d'une franchise de la Ligue de hockey junior majeur du Québec (LHJMQ) à Sherbrooke, plusieurs doutaient de la viabilité du projet. Le départ des Castors en 2003 avait laissé un goût amer aux partisans, mais la nouvelle organisation en place effectue un travail impeccable afin de susciter l'intérêt de la population estrienne.

Simon Laliberté

Bien que le Phoenix ait connu sa part de difficulté jusqu'à présent sur la patinoire, sa popularité ne cesse de progresser. Le travail accompli par le personnel administratif depuis plus d'un an rapporte énormément de dividendes, car les amateurs sont nombreux à franchir les tourniquets du Palais des Sports Léopold-Drolet, et ce, soir après soir.

«Je crois non seulement que

les Sherbrookoïses ont répondu à l'appel, mais ils ont démontré que nous sommes littéralement une ville de hockey. Autant en début de saison où l'équipe connaissait des séries de défaites, les gens se sont présentés en très grand nombre à l'aréna, même lors des joutes en semaine, analyse Maxime Hébert-Tardif, agent de communication et du marketing du Phoenix. Si on se compare avec des marchés similaires au nôtre, nous sommes dans le top cinq de la ligue. Sans dire mission accomplie, c'est vraiment au-delà de nos attentes pour l'instant. De plus, nous sommes convaincus que l'engouement augmentera dans les prochaines semaines, car d'importantes rencontres auront lieu en vue de la course aux séries éliminatoires» a-t-il ajouté.

Une pluie de commanditaires

Afin d'assurer la viabilité d'une franchise de la LHJMQ, les commandites constituent près de la moitié du budget d'opération. À Sherbrooke, les gens en place se sont assurés de débiter sur des bases solides.

«Le meilleur exemple est nos loges corporatives qui sont

toutes vendues pour une période de trois ans. Nous en possédons trente-deux en plus des dix-huit galeries présentes dans le Palais des Sports. Non seulement les gens ont décidé d'embarquer pour la première année, mais ils se sont aussi engagés dans le but que l'aventure du hockey junior fonctionne à Sherbrooke, explique Hébert-Tardif. Outre le plancher, il ne nous reste absolument rien à vendre dans l'amphithéâtre! Je lève mon chapeau à notre directrice des ventes, Stéphanie Waterloos qui s'est assurée d'aller chercher des partenaires dans chaque créneau afin que nos clients soient satisfaits et qu'ils aient une belle visibilité dans l'édifice.»

Il faut avouer que la LHJMQ est loin de ce qu'elle était au début des années 2000. Les statistiques parlent, car les moyennes d'assistances ont augmenté pratiquement partout. La visibilité du circuit au niveau national y est pour beaucoup grâce notamment aux médias sportifs. «La différence avec le passé, c'est qu'on travaille autour d'un événement. Auparavant, il s'agissait seulement d'un match de hockey et on se concentrait là-dessus. Aujourd'hui, il y a deux

paliers qui sont primordiaux dans une organisation: le personnel hockey et le personnel administratif», analyse Hébert-Tardif.

Les étudiants, une clientèle cible

Entre les mois de septembre et avril, la ville de Sherbrooke est submergée d'étudiants. Avec trois cégeps et deux universités, en plus des nombreuses écoles secondaires et primaires, les étudiants deviennent une clientèle très attrayante. Cependant, ils sont très peu à assister aux matchs du Phoenix.

«Cette année, on a mis des soirées étudiantes en place. On a même tous les outils promotionnels afin qu'il y ait un party lors des matchs. Je pense que ce qui est déficient jusqu'à présent est notre moyen de communication pour rejoindre cette clientèle étudiante en question. On essaie de tout faire, c'est notre première année, donc on travaille sur plusieurs points en même temps, avoue Hébert-Tardif. On peaufine surtout l'événement en lui-même, car notre objectif est de présenter trente-quatre événements à nos partisans. Lorsque nous

aurons établi notre standard, on attaquera avec nos stratégies de promotion, surtout vis-à-vis les étudiants pour remplir nos gradins lors des parties disputées en semaine.»

Les quatre dernières rencontres du Phoenix à domicile auront lieu pendant la semaine de relâche. Cette séquence s'entamera le 1^{er} mars contre Blainville-Boisbriand, le 6 mars vis-à-vis Rouyn-Noranda, le 8 mars face à Chicoutimi et finalement le 9 mars alors que le Drakkar de Baie-Comeau sera le visiteur.

Un honneur mérité
Par ailleurs, l'organisation du Phoenix a reçu la confirmation qu'il présentera la Super Série Subway en novembre 2013. Pour cette occasion, l'équipe étoile de la Russie affrontera les meilleurs espoirs de la LHJMQ.

Un honneur mérité
Par ailleurs, l'organisation du Phoenix a reçu la confirmation qu'il présentera la Super Série Subway en novembre 2013. Pour cette occasion, l'équipe étoile de la Russie affrontera les meilleurs espoirs de la LHJMQ.



(Photo: Vincent Lévesque Rousseau)

À LA DÉFENSE DE L'OR

Les jeux de Sotchi s'entameront dans un peu plus de 11 mois, mais déjà les sélectionneurs de Hockey Canada sont au travail pour former l'équipe qui aura la lourde tâche de défendre la médaille d'or chèrement acquise en prolongation devant le pays entier face aux Américains en 2010.

Simon Roberge

En tant que champion en titre, le Canada aura droit à un groupe plutôt facile alors que seule la Finlande pourrait constituer une menace. La Norvège et l'Autriche complètent le groupe qui devrait n'être qu'une formalité pour la feuille d'érable.

Avant de vous proposer l'alignement qui, selon moi, aurait le plus de chance de ramener l'or au pays, je préfère regarder les deux dernières expériences olympiques pour relater les bons et les moins bons coups.

L'échec de Turin

Selon moi, l'un des épisodes sportifs les plus honteux du Canada au niveau international est la médiocre performance de l'équipe canadienne aux Jeux olympiques de Turin en 2006. Le Canada avait pris le troisième rang de son groupe derrière la Finlande et la Suisse avant de s'incliner 2 à 0 en quart de finale contre la Russie.

Cette année-là l'équipe était remplie de vétérans qui n'ont tout simplement pas été capables de suivre le rythme. Douze joueurs de plus de 30 ans étaient de la formation alors que seulement Rick Nash et Jay Bouwmeester avaient moins de 24 ans. Un certain Sidney Crosby n'avait pas été invité...

Une rédemption en or

En 2010, le Canada a aligné une équipe plus jeune alors que 12 joueurs avaient moins de 26 ans. La direction a fait de la place pour les jeunes alors que Drew Doughty (21 ans) et Jonathan Toews (22 ans) ont été invités. Le meilleur dans tout cela c'est qu'ils ont probablement été les deux meilleurs joueurs du côté canadien.

À l'instar de celui de la Ligue nationale, le hockey international semble se rajeunir pour laisser la place aux jeunes loups. Du moins, c'est mon opinion et cela explique pourquoi vous retrouverez beaucoup de jeunes joueurs dans mon alignement. De plus, en donnant de l'expérience olympique à des jeunes de 21 ou 22 ans, on s'assure qu'ils progresseront et seront encore meilleurs pour les prochains jeux.

Avec une bonne présence de jeunes à chaque année, on s'assure d'un roulement qui permet au Canada de toujours présenter des équipes jeunes, dynamiques, mais aussi expérimentées.

Ma formation

La plupart des formations ayant demandé à la fédération olympique de pouvoir amener 25 joueurs en sol russe, voici les 25 joueurs qui selon moi enfileraient la feuille d'érable dans moins d'un an.

Il n'y a aucun doute que le premier trio appartient au «golden boy» qui est considéré comme le meilleur joueur au monde. Il est dans la fleur de l'âge et peu de hockeyeurs au monde sont en mesure de le suivre. Je le verrais bien flanqué de Jarome Iginla, qui transmettra tout son savoir-faire à l'occasion de ses derniers jeux, et de Rick Nash qui, s'il n'avait pas évolué longtemps à Columbus, serait reconnu comme

l'un des meilleurs attaquants de puissances de l'histoire. Ces gars-là savent jouer du hockey international et pourront en faire bénéficier les plus jeunes.

Tout comme la sélection de 2010 où trois coéquipiers des Sharks de San-Jose, Joe Thornton, Patrick Marleau et Dany Heatley, avaient été choisis, celle de 2014 devra développer une chimie très rapidement. C'est pourquoi, et c'est un «longshot» pour certain, mais mon deuxième trio serait composé des «young guns» des Oilers, Ryan Nugent-Hopkins, Jordan Eberle et Taylor Hall. RNH, le tout premier choix de l'encan amateur 2011, vient de brûler le Championnat du monde junior en plus d'avoir récolté 52 points à son année recrue dans la LNH. Ce gars-là sera un important rouage d'équipe Canada pour les prochaines années et je ne vois pas pourquoi on ne lui donnerait pas la chance de se faire valoir dans un rôle offensif dès 2014. Si j'avais à choisir un joueur dans toute la Ligue Nationale à mettre sur la glace en fin de match alors que je perds par un but, je prendrais, sans hésiter, Jordan Eberle. Il a déjà plusieurs buts légendaires à son actif et il excelle sous pression, un joueur typique d'Équipe Canada. Taylor Hall a été affecté par des blessures, mais il vole littéralement sur la patinoire quand il est en santé. Ces trois jeunes joueurs amèneront une dose d'énergie et d'enthousiasme qui transportera toute l'équipe.

Sur le troisième trio, je verrais bien Claude Giroux et Corey Perry centré de Steven Stamkos. L'un des meilleurs passeurs du circuit en Giroux avec deux marqueurs naturels, la combinaison fait peur. Stamkos avait été ignoré en 2010, mais ses 60 buts l'an dernier en font un choix indiscutable.

La quatrième ligne aura un mandat plus précis, mais chacun des joueurs

sur cette ligne peut être muté sur les trois premiers trios à tout moment. Patrice Bergeron, l'actuel propriétaire du trophée Selke, Jonathan Toews et Eric Staal sont mes choix.

Le Canada amènera également 2 joueurs de plus en cas de blessure. Je crois que Mike Richard sera très utile dans l'éventualité d'un match plus physique alors que John Tavares peut être inséré sur n'importe quelle ligne et performer de façon spectaculaire.

À la ligne bleue

Plusieurs choix difficiles à prévoir en défense alors qu'une douzaine de défenseurs peuvent légitimement avoir une place sur l'équipe. Duncan Keith et Brent Seabrook, les coéquipiers des Blackhawks de Chicago, formeront la première paire. Keith verra également beaucoup de temps en avantage numérique alors que Seabrook fera parler ses épaules.

Shea Weber est également un incontournable. Qui ne se rappelle pas de son foudroyant tir qui a défoncé le filet en 2010? Je le verrais bien former un duo avec le Québécois Kristopher Letang qui est probablement le meilleur patineur de la LNH. La troisième paire verra le retour de Drew Doughty qui a vraiment connu une éclosion lors des derniers Jeux olympiques et l'arrivée de Marc Staal dont le jeu défensif et physique servira bien le Canada. L'équipe amènera huit défenseurs en Russie pour pallier les blessures et pouvoir en habiller sept pour certaines joutes. Mes choix s'arrêtent sur Dan Boyle et Alex Pietrangelo.

Devant le filet

Malgré tout ce qui s'est passé depuis la conquête de la médaille d'or, Luongo sera invité. De un, il a gagné

la médaille d'or et de deux il possède beaucoup d'expérience. Il ne sera cependant pas numéro 1, poste qui revient selon moi au portier des Penguins, Marc-André Fleury, qui a rongé son frein en 2010 alors qu'il était troisième gardien, mais l'expérience acquise lui permet d'avoir une longueur d'avance. Carey Price lui fera une chaude lutte et il ne serait pas surprenant de le voir dans le filet très tôt dans le tournoi si Fleury ne répond pas aux attentes.

ATTAQUE

Rick Nash – Sidney Crosby – Jarome Iginla

Taylor Hall – Ryan Nugent-Hopkins – Jordan Eberle

Corey Perry – Steven Stamkos – Claude Giroux

Jonathan Toews – Patrice Bergeron – Éric Staal

Mike Richards – John Tavares

DÉFENSE

Duncan Keith – Brent Seabrook

Shea Weber – Kristopher Letang

Drew Doughty – Marc Staal

Dan Boyle – Alex Pietrangelo

GARDIENS

Marc-André Fleury

Carey Price

Roberto Luongo



L'équipe de hockey du Canada durant les Jeux Olympiques de 2010 (photo: proicehockey.about.com)

POSTE OUVERTS

C'est ta chance de t'impliquer dans ton journal étudiant et développer ta plume journalistique!

Les postes sont bénévoles, mais il y a une petite compensation financière.

ÉQUIPE DE RÉDACTION

Rédacteur(trice) en chef (Il faut déjà avoir occupé un poste au *Collectif*)
Chef de pupitre, section campus

ÉQUIPE TECHNIQUE

Infographe (doit être admissible à la Fondation FORCE)

Nous recevons les candidatures jusqu'au 7 avril 2013,
à quel moment nous procéderons aux entrevues et à la sélection des candidats.

PROGRAMME COLLECTIF MONDIAL

Subvention de reportages
à l'étranger pour les étudiants
Rédaction - photo - vidéo
Jusqu'à 1000\$ en bourse

Vous voulez faire un reportage dans une région éloignée ou à l'étranger? Le sujet est original et de grand intérêt pour les étudiants? Le Collectif pourrait vous offrir une subvention de jusqu'à 1000\$ pour mener à bien votre projet. Le Collectif cherche continuellement de nouvelles façons de multiplier les expériences de ses collaborateurs afin que ceux-ci puissent parfaire leurs habiletés en journalisme. Nous sommes également toujours à la recherche de sujets inédits et intéressants pour nos lecteurs. Les reportages peuvent prendre la forme d'un article de nouvelle, d'un reportage vidéo ou d'un photoreportage. Il n'est pas nécessaire d'avoir déjà écrit pour Le Collectif pour bénéficier du programme.



Éligibilité

Tout étudiant inscrit à l'Université de Sherbrooke est éligible à ce programme, y compris les étudiants à temps partiel, les étudiants en rédaction et les étudiants en stage. Le soumissionnaire doit toutefois avoir une expérience journalistique antérieure, soit avec Le Collectif, soit avec un autre média. Les collaborations avec des médias étudiants ou alternatifs (Journal de rue, Ultimatum, Entrée Libre, radio étudiante, blogue, etc.) seront bien évidemment considérées. Si le soumissionnaire n'a aucune expérience journalistique antérieure, il sera possible d'écrire quelques articles pour Le Collectif avant que le projet ne soit soumis au conseil de rédaction du journal.

Rendez-vous dans la section «Subvention» du www.lecollectif.ca